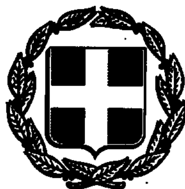


ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 158**

15 Σεπτεμβρίου 1993

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Έγκριση Μορφωτικού Προγράμματος Ελλάδος - Γαλλίας, Αθήνα, 12.5.1993.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ
ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ,
ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ,
ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ
ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ ΚΑΙ ΤΕΧΝΟΛΟΓΙΑΣ

Έχοντας υπόψη:

1) Τη διάταξη του άρθρου 11 της Συμφωνίας σχετικής προς τας πνευματικάς και καλλιτεχνικάς σχέσεις μεταξύ της Ελλάδος και της Γαλλίας που υπογράφηκε στην Αθήνα στις 19.12.1938 και κυρώθηκε με τον υπ' αριθ. 1608/1939 Αναγκαστικό Νόμο.

2) Την υπ' αριθ. Υ.1893 Υπουργική Απόφαση που δημοσιεύθηκε στο υπ' αριθ. 620 Φύλλο της Εφημερίδος της Κυβερνήσεως, τεύχος Β' της 15.10.1992 και αφορά τον καθορισμό αρμοδιοτήτων της Υφυπουργού Εξωτερικών Βιργινίας Τσουδερού.

3) Το περιεχόμενο του υπό έγκριση Μορφωτικού Προγράμματος, αποφασίζουμε:

Εγκρίνουμε ως έχει και στο σύνολό του το Μορφωτικό Πρόγραμμα Ελλάδος - Γαλλίας που υπογράφηκε στην Αθήνα, στις 12 Μαΐου 1993 του οποίου το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Αθήνα, 1 Σεπτεμβρίου 1993

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΥΦΥΠ. ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Β. ΤΣΟΥΔΕΡΟΥ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ & ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
Γ. ΣΟΥΦΛΙΑΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Θ. ΜΠΑΚΟΓΙΑΝΝΗ

ΒΙΟΜ/ΝΙΑΣ, ΕΝΕΡΓ. & ΤΕΧΝ/ΓΙΑΣ
Β. ΚΟΝΤΟΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

La Commission mixte, prévue par l'Accord culturel conclu le 19 décembre 1938 entre la Grèce et la France, s'est réunie à Athènes les 10, 11, 12 mai 1993.

La délégation hellénique était conduite par M. l'Ambassadeur Georges HELMIS, Directeur des Affaires Culturelles, au Ministère des Affaires Entragères, la délégation française par M. Jean CADET, Ambassadeur de France.

Les deux délégations étaient convenues de traiter en priorité les questions suivantes:

- enseignement du français en Grèce et du grec moderne en France.
- statut et avenir du Lycée franco-hellénique.
- développement de la coopération inter-universitaire.
- intensification des échanges artistiques, culturels et scientifiques.

Les deux Présidents ont exprimé le voeu d'un renforcement de la coopération franco-hellénique, aussi bien dans le cadre bilatéral que dans la perspective de la construction européenne.

I. ENSEIGNEMENT ET PEDAGOGIE

A. ENSEIGNEMENT DU GREC EN FRANCE

Article 1

Enseignement secondaire

La Partie hellénique se félicite que depuis 1987 le grec moderne puisse être choisi comme épreuve au baccalauréat.

La Partie hellénique demande une augmentation de l'enseignement du grec moderne dans le secondaire. Elle propose notamment que le grec moderne soit enseigné dans les écoles ayant conclu un accord d'appariement avec les écoles grecques.

La Partie française prend note des souhaits de la Partie hellénique. Elle informe la Partie hellénique de la création d'une mission d'inspection générale de grec moderne auprès de l'Inspection Générale, créée en octobre 1990, et porte à sa connaissance que le grec moderne est actuellement enseigné dans 4 lycées (Caen, Strasbourg, Bordeaux, Paris). Elle note que les appariements entre écoles grecques et françaises ont connu une augmentation sensible ces dernières années (8 appariements étaient recensés en 1988, 49 en 1992). Ils s'accompagnent parfois de la mise en place d'un club scolaire de grec moderne.

La Partie hellénique souligne l'intérêt du programme expérimental mis en place dans l'Académie de Caen par son Chargé de mission et demande son extension à d'autres académies, à tous niveaux scolaires (primaire, secondaire, universitaire et formation continue). Elle propose qu'un groupe d'experts procède à l'élaboration de matériels

didactiques et de méthodes pour l'enseignement du grec moderne en France.

La Partie française prend note de cette proposition. Elle est favorable à la rencontre de spécialistes et communiquera ses propositions sur les modalités de cette coopération après consultation des autorités pédagogiques compétentes.

La Partie française salue la valeur exemplaire de cette expérimentation et fera son possible pour encourager des expériences analogues dans d'autres Académies telles que celle qui a été amorcée à Bordeaux.

Tout en réitérant sa demande pour la création d'un CAPES et d'une AGREGATION de grec moderne, la Partie hellénique souhaite que le grec moderne trouve une place parmi les langues acceptées pour le CAPES de Lettres Modernes.

La Partie française porte à la connaissance de la Partie hellénique qu'un projet visant à introduire une épreuve optionnelle de grec moderne au sein du CAPES et de l'AGREGATION de Lettres Modernes est actuellement à l'examen bienveillant des autorités compétentes.

Article 2

Enseignement supérieur

La Partie hellénique exprime son souhait que l'enseignement du grec moderne soit introduit dans d'autres établissements d'enseignement supérieur et que les chaires de grec moderne soient pourvues par du personnel enseignant permanent.

La Partie française indique à la Partie hellénique que le grec moderne est actuellement enseigné dans 16 établissements d'enseignement supérieur dont 3 délivrent des diplômes nationaux. Elle signale que cet enseignement est assuré, pour la plus grande partie, par des personnels recrutés sur des postes budgétaires.

La Partie hellénique demande la création d'une chaire de grec moderne à l'Université de Caen en vue de compléter l'expérimentation conduite dans l'Académie ainsi que le rétablissement de la chaire de grec moderne à l'Université d'Aix-en-Provence.

La Partie française se fera l'interprète de ces demandes auprès des universités concernées. Elle rappelle toutefois qu'en vertu du principe d'autonomie des établissements d'enseignement supérieur, il appartient aux universités de demander la création ou le rétablissement des chaires.

La Partie hellénique marque l'absence du grec moderne parmi les langues nécessaires pour la spécialisation d'interprètes à l'Ecole Supérieure d'Interprètes et Traducteurs. Il est à mentionner que le grec moderne est la seule langue communautaire qui ne soit pas incluse pour la spécialisation sus-mentionnée tandis que des langues non communautaires y ont été incluses.

La Partie française s'efforcera de favoriser, à terme, l'intégration du grec moderne dans toutes les formations d'interprètes et traducteurs comme il l'est déjà dans le cursus de l'Institut de Traducteurs et d'Interprètes de l'Université de Strasbourg, établissement de haut niveau qui entretient des relations étroites avec l'Institut Français d'Athènes et l'Université Ionienne et admet chaque année un contingent d'étudiants grecs.

La Partie hellénique souhaite, étant donné la continuité de la langue grecque, que des classes d'enseignement du grec moderne puissent être créées parallèlement aux classes de grec ancien. A cete effet, elle se déclare prête à apporter à la Partie française une collaboration dans le domaine de l'élaboration d'instruments pédegogiques.

La Partie française est également soucieuse de faire apparaître la continuité entre le grec ancien et le grec moderne et s'efforcera de favoriser des initiatives consacrant la complémentarité des deux enseignements.

Enfin, la Partie hellénique informe la Partie française que les autorités compétentes grecques apportent régulièrement leur aide financière aux chaires de grec moderne en France pour encourager leurs activités dans le domaine de l'enseignement de la langue et de la culture grecque.

B. ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS EN GRECE ET COOPERATION DANS LE DOMAINE PEDAGOGIQUE

Article 3

La Partie française fait part à la Partie hellénique de ses préoccupations, suite à la réforme entreprise l'année dernière par le Ministre de l'Education Nationale concernant l'enseignement de langues étrangères.

Elle relève que cette réforme, en ce qui concerne l'enseignement des langues vivantes dans le système éducatif hellénique, limite le choix des élèves et entraîne une discrimination au détriment du français.

Nonobstant, elle souhaite que les assurances orales données au cours de divers entretiens, notamment par le Ministre de l'Education à l'Ambassadeur de France (le 8 décembre 1992) soient officiellement rappelées, à savoir que:
– dans l'enseignement primaire public l'anglais ne soit pas imposé là où l'expérimentation du français précoce a été mise en place.
– dans l'enseignement secondaire, le quota de 85% d'élèves apprenant le français soit intangible; la carte scolaire d'introduction du français suive la même progression que celle de l'anglais; les horaires soient maintenus.
– dans l'enseignement confessionnel, le français soit maintenu dans son statut actuel de 1ère langue vivante dans tous les cycles.

Par ailleurs, la Partie française émet le voeu que dans l'enseignement technique – notamment dans les cursus de formation des Instituts pour la Formation Professionnelle – le français soit introduit. Elle est prête à examiner les formes du concours qu'elle pourrait apporter.

La Partie hellénique informe la Partie française que les dispositions annoncées par le Ministre de l'Education relativement à l'enseignement des langues étrangères et en particulier de la langue française dans le primaire et le secondaire sont absolument conformes aux assurances données par le Ministre de l'Education à l'Ambassadeur de France au cours de leur rencontre du 8 décembre 1992.

Dans l'éducation primaire hellénique l'enseignement de la langue française sera poursuivi uniquement dans les écoles où cet enseignement avait débuté à la 4ème classe et sera parachevé au cours de l'année scolaire suivante, année à l'issue de laquelle celui-ci sera interrompu.

L'assurance donnée par le Ministre de l'Education que le quota de 85% d'élèves (y compris celui de l'enseignement des lycées techniques) apprenant le français sera intangible, est confirmée. La procédure de la mise en application de ces mesures commencera à partir de la nouvelle année scolaire. Sur la base de la réforme adoptée l'enseignement de la lan-

gue française sera étendue à 650000 élèves environ au lieu des 300000 élèves actuels.

Le statut de l'enseignement confessionnel concernant l'enseignement de la langue française continuera à être en vigueur.

On examine la possibilité d'introduire l'enseignement du français à trois spécialisations d'Instituts de Formation Professionnelle.

Enfin, dès la prochaine rentrée scolaire de nouveaux manuels seront introduits afin d'améliorer l'enseignement de la langue française.

Le Ministre de l'Education nationale considérant que l'enseignement de la langue française dans l'éducation secondaire en Grèce marque une amélioration substantielle tant du point de vue quantitatif que qualitatif, est convaincu que la Partie française dans le contexte des principes de réciprocité qui régissent les Accords culturels répondra positivement à la demande hellénique pour l'extension parallèle de l'enseignement du grec moderne dans l'éducation française.

La Partie française prend note de la définition d'objectifs qu'elle partage avec la Partie hellénique qui vise à:
- introduire une langue vivante étrangère dès le primaire.
- rendre l'apprentissage de 2 langues obligatoire.

La Partie française prend acte de la position du Ministre de l'Education nationale et des précisions utiles fournies par la Partie hellénique (cf. lettre du 11 mai 1993 adressée par le Ministre à l'Ambassadeur de France, versée au présent Protocole).

Elle note en particulier avec intérêt la décision annoncée par le Représentant du Ministre de l'Education Nationale au cours de la Commission mixte relative à l'introduction du français dans 260 lycées techniques environ.

La Partie française craint toutefois que les nouvelles dispositions ne dimininuent à terme la position de la langue française dans la mesure où:
- elles excluent toute liberté du choix de la langue enseignée.
- elles éliminent à terme les enseignements de français existant dans le primaire.
- elles interdisent totalement le choix du français comme première langue vivante chronologiquement enseignée.

Compte tenu de l'excellence et de l'intensité des relations amicales prévalant entre les deux pays, qui partagent de nombreux objectifs et idéaux communs, elle souhaite donc la poursuite d'échanges de vues réguliers sur cette question dans un esprit constructif et respectueux de l'intérêt mutuel des deux pays.

A ce titre, elle apprécierait particulièrement que les expériences d'enseignement du français au primaire, menées avec succès depuis cinq ans, soient poursuivies là où elles ont été entreprises.

Article 4

La Partie française est à la disposition de la Partie hellénique pour étudier en commun le renouvellement et la modernisation de la méthode de français dans le 1er cycle de l'enseignement secondaire.

La Partie française est prête à s'associer, plus étroitement et par le biais de ses spécialistes en didactique des langues en poste en Grèce, à un projet de constitution d'un corps de formateurs d'enseignants de français.

La Partie hellénique demande à la Partie française de lui accorder au minimum 20 bourses mensuelles par an au titre de la formation.

La Partie française prend note de ce souhait qu'elle s'efforcera de satisfaire dans la mesure du possible. Elle rappelle que dès cette année une douzaine de bourses sont accordées à ce titre.

C. ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE NEO-HELLENIQUE EN FRANCE

Article 5

La Partie hellénique indique que 500 élèves d'origine grecque bénéficient actuellement d'un enseignement de langue et de culture néo-hellénique aux niveaux maternelle, primaire et secondaire.

Elle souhaite le renforcement et l'elargissement de cet enseignement et une aide de la Partie française pour le fonctionnement des classes et la rémunération des enseignants.

La Partie française prend bonne note du voeu exprimé par la Partie hellénique d'une coopération pour l'enseignement du grec aux enfants d'origine grec résidant en France. Elle informe la Partie hellénique qu'une réflexion est actuellement en cours, en France, sur ce type d'enseignement. Elle se propose d'en porter les conclusions à la connaissance de la Partie hellénique.

D. COOPERATION EDUCATIVE

Article 6

La Partie française se félicite du développement significatif des échanges éducatifs entre la France et la Grèce. Entre 1991 et 1993, 18 appariements nouveaux ont été conclus portant à 49 leur nombre total. 11 rencontres exceptionnelles, dans le cadre européen, ont été réalisées.

Le dispositif télématique prévu lors de la précédente Commission mixte est maintenant disponible pour les professeurs.

Trois centres de documentation (Kavala, Larissa, Orestiada) ont été créés.

La Partie française insiste sur la nécessité de développer une coopération dans l'enseignement technique et professionel et qui pourrait porter sur trois domaines:
- Echange de vue entre experts dans la domaine de la formation technique et professionnelle au niveau secondaire et poste-secondaire (B.T.S.).
- la recherche appliquée dans l'élaboration des programmes de formation, l'évaluation et le suivi des élèves.
- les matériaux pédagogiques de la langue spécialisée (terminologie technique dans le secteur tertiaire).

La Partie hellénique prend note avec intérêt de cette proposition de coopération de la Partie française.

E. AUDIOVISUEL EDUCATIF

Article 7

La Partie hellénique informe la Partie française que la télévision éducative rediffuse à l'antenne les méthodes "Avec Plaisir 1 et 2" et qu'elle procède actuellement à l'achat, pour diffusion hertzienne, de la méthode "Bienvenue en France". Par ailleurs 600 copies de cassettes de la méthode "Avec

Plaisir 1 et 2" sont destinées à être distribuées dans les écoles secondaires.

La Partie française accueille avec satisfaction la ferme intention du Ministère de l'Education d'acquérir un nouveau programme d'enseignement du français à l'adaptation duquel elle apportera son concours. Elle se félicite de la collaboration menée par les deux parties pour la diffusion des cassettes aux établissements scolaires.

La Partie française enregistre très favorablement la reprise de fonction de l'enseignante chargée du français et apportera son concours à sa formation professionnelle par l'attribution d'une bourse de stage.

La Partie hellénique souhaite continuer à bénéficier de la coopération française dans le domaine de l'audiovisuel éducatif et demande son intervention pour que du matériel pédagogique lui soit accordé, libre de droits. Elle souhaite aussi l'introduction de l'enseignement du grec à la télévision française.

La Partie française prend note de ces demandes et les transmettra aux organismes et sociétés de l'audiovisuel compétents.

F. LYCEE FRANCO-HELLENIQUE

Article 8

Rappelant les dispositions de l'Accord intergouvernemental relatif au lycée franco-hellénique, signé à Athènes le 28 novembre 1986, les deux parties soulignent l'importance de cet établissement scolaire binational et le rôle essentiel qu'il doit tenir dans la coopération bilatérale.

La Partie française toutefois considère que, tel qu'il fonctionne, le lycée franco-hellénique n'assume qu'imparfaitement sa vocation biculturelle.

Elle appelle l'attention de la Partie hellénique sur les améliorations qui pourraient être apportées par l'observation plus stricte du statut-cadre, annexé à l'Accord intergouvernemental de 1986. Elle préconise notamment le rattachement administratif direct de la section hellénique au Ministère hellénique de l'Education.

Elle se prononce pour une valorisation de la langue du partenaire dans chacune des sections et souligne que le statut-cadre (point 4) prévoit que certains enseignements puissent, par dérogation, être dispensés en français dans le secteur hellénique.

Elle demande à la partie hellénique de bien vouloir examiner favorablement l'extension aux élèves grecs et binationaux du lycée franco-hellénique du droit de se présenter à des "Panhelléniques allégés" reconnu aux élèves grecs étudiant à l'étranger.

Les deux Parties conviennent de mettre en place dans les meilleurs délais un groupe de travail chargé d'examiner ces questions et d'en faire rapport aux autorités compétentes. Ce groupe tiendra sa première réunion avant le début de la prochaine rentrée scolaire.

II. COOPERATION DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

A. ACCORDS ET ECHANGES INTERUNIVERSITAIRES

Article 9

La Partie française se félicite des contacts permanents et fructueux établis entre les universités grecques et françaises. Elle note que depuis 1989, 43 accords interuniversitaires ont été conclus, dont 34 avec des établissements d'enseignement supérieur, soit 28 nouveaux accords depuis 1989. Elle remarque, avec grand intérêt que 65 programmes interuniversitaires de coopération (PIC) ont été établis dans le cadre du programme ERASMUS de la Communauté Européenne. 33 programmes sont coordonnés par les universités grecques, 32 programmes sont coordonnés par les universités françaises.

Les deux Parties se proposent en 1993 de mettre à la disposition l'une de l'autre 6 missions d'universitaires. La Partie française pour sa part appuiera les opérations suivantes d'intérêts communs: séminaire de français de spécialités, colloque sur la poésie à l'Université de Thessalonique, séminaire sur la Traduction à l'Université de Corfou, Conférence sur la lexicologie à Athènes et Ioannina. Les deux Parties conviendront par la voie diplomatique des modalités de cet échange.

6 bourses de stage seront accordées par la Partie française à des étudiants ou enseignants désireux d'initier ou compléter une recherche doctorale.

Une dotation en documentation sera mise en place dans les Universités de Ioannina, Thrace, Crète et Patras.

La Partie française remercie la Partie hellénique de son action très positive dans le domaine de l'information universitaire et de l'aide qu'elle lui a apportée lors de la réalisation du Premier Salon de l'Etudiant (Athènes 28, 29 et 30 novembre 1992). Les deux Parties se félicitent à cet égard du succès public de cette manifestation.

Article 10

La Partie française souhaite voir valoriser l'enseignement du français de spécialités. Elle rappelle que depuis 1988, cinq séminaires de français de spécialités regroupant des départements universitaires variés (médecine, pédagogie, sciences de l'éducation, sciences économiques et commerciales, hoêtellerie, administration) ont été organisés en collaboration avec les Universités helléniques. Elle exprime le voeu que cette valorisation passe par deux mesures:

- que le français de spécialités devienne une matière optionnelle obligatoire incorporée aux programmes généraux de formation des diverses disciplines.
- que soit créée dans les universités d'Athènes et Thessalonique une chaire de français de spécialités (option renforcée dans les Départements de français).

La Partie hellénique informe la Partie française que du fait du principe d'autonomie des Universités grecques elle informera ces universités des souhaits exprimés par la Partie française.

Les deux Parties encouragent la participation d'universitaires et d'experts à des conférences, colloques, congrès... organisés dans les deux pays.

III. RECONNAISSANCE DES DIPLOMES

Article 11

La Partie française souhaiterait que les cours de niveau universitaire mis en place à l'Institut Français d'Athènes par convention avec des universités françaises soient reconnus par la Partie hellénique comme conformes à la vocation pédagogique et intellectuelle de l'établissement, telle qu'elle ressort de l'Accord culturel franco-hellénique de 1938.

La Partie hellénique informe la Partie française que d'a-

près les dispositions de l'article 16 de la Constitution hellénique seules les personnes morales de droit public grec ont le droit d'offrir l'éducation au niveau universitaire.

La Partie hellénique exprime le voeu que le diplôme "PTYCHION" de la langue française accordé par des universités grecques soit reconnu comme étant du niveau de la maîtrise afin que les titulaires de ce "PTYCHION" qui souhaitent poursuivre des études de D.E.A. ou de Doctorat en France ne soient pas obligés de consacrer encore une année d'étude pour obtenir la maîtrise.

Les deux Parties émettent le voeu que, dans le cadre d'un renforcement de l'Europe et d'un rapprochement des législations, les procédures conduisant, sur la base de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur, à la reconnaissance mutuelle des titres, soient facilitées.

IV. COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Article 12

Les deux Parties prennent acte avec satisfaction des Procès-verbaux des trois Commissions mixtes de coopération scientifique et technique qui se sont tenues à Paris les 6 et 7 décembre 1990, à Athènes les 25 et 26 novembre 1991 et à Grenoble les 12 et 13 novembre 1992.

Elles se félicitent de l'important développement des relations scientifiques et techniques entre la France et la Grèce au cours des quatre dernières années (CF annexe "Etat de la coopération scientifique franco-hellénique, Bilan et Perspectives").

Ce développement est l'œuvre, notamment, des institutions de recherche et des universités et est stimulé par des participations conjointes aux programmes de Recherche et Développement de la Communauté Européenne.

Article 13

Elles conviennent de mettre l'accent sur les programmes communs de recherche dans les domaines qui sont apparus comme prioritaires: Informatique, Micro-électronique et technologies de l'information, Nouveaux matériaux synthétiques, Energie, Technologies de l'environnement, Biologie et bioclimatologie, Médecine, Technologies agro-alimentaire, Sciences et technologies de la mer, de la terre et de l'espace, Technologies industrielles, Sciences humaines et sociales.

La coopération pourra également se poursuivre ou se développer, en tant que de besoin, dans d'autres secteurs reconnus d'intérêt mutuel.

L'objectif que se fixent les deux Parties est de préparer un nombre croissant d'équipes franco-helléniques à participer aux programmes compétitifs de Recherche et Développement de la Communauté Européenne, d'initier et/ou de renforcer des réseaux de laboratoires européens.

Article 14

Les deux Parties conviennent de soutenir la coopération directe entre les Etablissements supérieurs des deux pays selon la législation existante dans chaque pays.

Les deux Parties détermineront les moyens de la coopération (missions, séjours d'études de haut niveau, bourses d'études ou de stages, etc) en fonction des projets qu'elles auront retenus en priorité dans leur programme annuel de coopération scientifique et technologique – tant dans le domaine des sciences exactes que dans celui des sciences sociales et humaines.

Article 15

La Partie hellénique indique que le Ministère grec de l'Education Nationale met chaque année à la disposition de la Partie française 10 bourses de 10 mois chacune pour des études de 3ème cycle ou des recherches.

Elle demande à la Partie française de mettre également à la disposition de la Partie hellénique 10 bourses non liées à des projets intégrés de coopération scientifique pour des études de 3ème cycle ou des recherches.

La Partie française remercie la Partie hellénique de cette information at annonce qu'elle met à la disposition de celle-ci des bourses de stages, des bourses post-doctorales ainsi que des postes d'accueil temporaire de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, dans le cadre des programmes de coopération internationale des Ministères français concernés ainsi que des Centres et Instituts de Recherche (cf. Annexe "Etat de la coopération scientifique et technique franco-hellénique, bilan et perspectives").

Article 16

Les deux Parties se félicitent du développement du programme bilatéral de coopération scientifique et technique intitulé PLATON.

Les deux Parties se proposent de sélectionner quelques projets de coopération scientifique franco-helléniques dans des domaines stratégiques afin de les renforcer à l'aide de bourses de stages d'une durée de 2 à 4 mois.

La Partie française offrira aussi quelques bourses de stage d'une durée de 2 à 4 mois à des doctorants grecs pour amorcer une politique de co-tutelle de thèses.

La Partie française s'efforcera de faciliter la spécialisation, à l'Institut Pasteur de Paris, de chercheurs de l'Institut Pasteur Hellénique pour l'utilisation de nouveaux équipements et pour la maîtrise de méthodes diagnostiques modernes.

Les deux Parties soutiennent le projet d'accord de coopération en cours d'élaboration entre le Service Scientifique de l'Ambassade de France à Athènes, l'Institut "DEMOKRITOS" et le Parc Technologique d'Attique dans le domaine de la culture scientifique et technique.

Elles se félicitent de la création et de l'équipement d'une salle multimédia dans les locaux du Service Scientifique de l'Ambassade de France à Athènes. Ouverte au public, cette salle permettra l'accès à des informations sur les laboratoires français et sur leurs productions dans les domaines des publications, de la vidéo, des banques d'images, des banques de données télématiques, des CD-Rom, etc...

Article 17

Conformément à l'Accord de 1960, la XVIIème session de la Commission mixte de coopération scientifique et technique se tiendra en Grèce en octobre 1993. Le lieu précis de la session sera décidé par voie diplomatique.

V. COOPERATION CULTURELLE

A. FONDATION POUR LA CULTURE HELLENIQUE

Article 18

Suite à l'accueil favorable réservé, lors de sessions précédentes, par la Partie française au projet de création par la

Partie hellénique d'un Centre Culturel grec à Paris, cette dernière a le plaisir de porter à la connaissance de la Partie française que la Fondation pour la Culture Hellénique, organisme à but non lucratif, créé en juin 1992, supervisé par le Ministère hellénique des Affaires Etrangères et fonctionnant sous le haut patronage du Président de la République hellénique, a décidé d'installer dès novembre 1992 sa toute première annexe à l'étranger dans la capitale française.

A cette occasion, la Partie hellénique demande à la Partie française de réaffirmer qu'elle est disposée à accorder toutes les facilités possibles pour permettre à l'Annéxe susmentionnée de fonctionner de manière analogue à celle de l'Institut Français d'Athènes (y compris le statut juridique dont celui-ci bénéficie).

La Partie hellénique réitère à la Partie française sa demande qu'un local correspondant à l'importance des activités que la sus-dite Annexe sera appelée à développer soit cédé à cette fin à la Fondation pour la Culture Hellénique.

La Partie française félicite la Partie hellénique de la création à Paris de la Première Annexe de la Fondation pour la Culture Hellénique à laquelle elle s'efforcera d'apporter son soutien. Elle examinera avec les autorités compétentes (Mairie de Paris...) les moyens appropriés à l'heureux développement de la Fondation pour la Culture Hellénique et à la solution des problèmes juridiques et immobiliers qui se posent à elle.

B. INSTITUT FRANCAIS D'ATHENES ET SES ANNEXES

Article 19

La Partie française rappelle que l'Institut Français d'Athènes avec ses Annexes constitue un établissement culturel et pédagogique sans but lucratif, couvert par la Convention culturelle franco-hellénique de 1938.

La Partie hellénique confirme son engagement d'accorder à cet Institut le même régime que celui dont bénéficierait l'Institut étranger le plus favorisé.

Article 20

La Partie française porte à la connaissance de la Partie hellénique la modification de l'examen conduisant au Certificat de Langue Française (premier diplôme de l'Institut Français d'Athènes).

L'examen est désormais constitué de quatre unités capitalisables et correspond au 1er degré du Diplôme d'Etude de Langue Française instauré en 1985 par le Ministrère de l'Education Nationale français.

La Partie hellénique exprime sa préoccupation parce que la modification sus-mentionnée oblige les étudiants à payer une somme d'argent sensiblement plus grande que dans le passé. Par ailleurs, la nouvelle procédure devient très pénible pour les étudiants à cause des nombreux examens qui leur sont imposés.

Répondant à la préoccupation exprimée par la Partie hellénique, la Partie française souligne que le DELF, 1er degré (constitué de 4 unités capitalisables et échelonnées dans le temps), tout en sanctionnant des compétences linguistiques mieux ajustées à la pratique de la langue, permet à ses titulaires d'obtenir simultanément deux diplômes, le C.L.F. (Certificat de Langue Française de l'Institut Français d'Athènes) et le D.E.L.F. 1er degré lui-même. La reconnaissance nationale et internationale dont celui-ci bénéficie, apporte ainsi aux élèves et étudiants de meilleures chances dans leurs études française.

Article 21

La Partie française propose une réflexion bilatérale sur le contenu de la formation et le niveau des diplômes permettant d'obtenir l'Eparkia.

Les deux Parties conviennent de poursuivre de façon informelle et rapide des échanges d'informations et de vues sur ce sujet.

C. LIVRE, TRADUCTION, EDITION

Article 22

Les deux Parties se félicitent de la vitalité de ce secteur et rappellent l'importance et le nombre des manifestations qui ont eu lieu ces dernières années dans les deux pays: colloques, conférences d'écrivains, expositions d'ouvrages, invitations de personnalités appartenant au monde littéraire et éditorial, publications diverses.

Elles soulignent une nouvelle fois le rôle déterminant tenu à cet égard par le Centre de la Traduction Littéraire de l'Institut Français d'Athènes, dont les activités se sont encore étendues et diversifiées.

Elles rappellent par ailleurs que cette réussite exceptionnelle repose aussi sur un engagement financier des deux Parties, qu'il est nécessaire de maintenir.

Les deux Parties s'efforceront de développer une action commune auprès des instances européennes, et notamment communautaires, compétentes en la matière.

Article 23

Les deux Parties conviennent de procéder, comme par le passé, à l'échange régulier de personnalités du milieu littéraire et éditorial (Salon du livre à Paris, Assises de la traduction littéraire en Arles ou encore conférences et colloques tant en France qu'en Grèce notamment à l'Institut Français).

Article 24

La Partie française indique qu'elle accorde chaque année plusieurs bourses à des traducteurs grecs et français.

– 3 bourses de 2 mois à un traducteur grec (une accordée par le Ministère de la Culture français, les 2 autres par le Centre de la Traduction Littéraire).

– 1 bourse de 2 mois, accordée par le Centre de la Traduction Littéraire à un traducteur français (par exemple en 1992, au poète Dominique GRANDMONT pour la traduction de poèmes de CAVAFY que l'I.F.A. coéditera avec Gallimard).

Elle rappelle par ailleurs l'aide importante apportée par les pouvoirs publics (Direction du Livre et de la Lecture et le Centre National du Livre) à la traduction d'ouvrages de toute discipline.

La Partie française signale la mise en œuvre d'un programme d'aide à la publication (PAP) destiné à renforcer les liens professionnels entre les éditeurs des deux pays et à favoriser la connaissance des auteurs français principalement du XXème siècle en littérature, sciences humaines, etc... Une information plus précise sera communiquée à la Partie hellénique sur ce programme.

Article 25

La Partie française renouvelle son souhait de voir se réali-

ser une opération retour de même nature que "Les Belles Etrangères" (qui, en 1990, avait contribué à promouvoir en France la connaissance des auteurs grecs contemporains). Cette manifestation serait consacrée, en Grèce, à la présentation de la littérature française d'aujourd'hui et pourrait être menée en collaboration avec l'Institut Français d'Athènes.

La Partie hellénique exprime son intention, dans la mesure du possible, de favoriser la réalisation de ce souhait.

Article 26

Les deux Parties se félicitent du projet de Colloque bilatéral que le Ministère hellénique de la Culture, l'Université Panteios et l'Institut Français d'Athènes se proposent d'organiser conjointement au printemps sur les courants récents des sciences humaines dans les deux pays. Elles recommandent ce type de collaboration et notent l'intérêt actif de la Partie française pour les rencontres organisées au Centre culturel européen de Delphes.

La Partie hellénique propose l'organisation d'un symposium bilatéral en Grèce sur la culture industrielle et l'archéologie industrielle. Elle exprime le voeu que le Musée français "Le Creusot-Montceau-Les Mines" fondé en Bourgogne participe au symposium sus-mentionné.

La Partie française se fera l'interprète de ce voeu auprès des autorités concernées.

Article 27

La Partie française informe la Partie hellénique de la fondation, aux éditions Actes-Sud, de la série "Lettres grecques" dirigée par le Directeur de l'Institut Français d'Athènes et la Responsable du Centre de la Traduction Littéraire. Jusqu'à ce jour, 7 titres ont paru, coédités par l'Institut Français et Actes-Sud (Argo et Haut Fourneau d'Andréas EMBIRIKOS, Le Message de Philippe DRACODAIDIS, La Vie d'Ismaïl Férik Pacha de Réa GALANAKI, Le Paysage absolu de T. TEHODOROPOULOS, La Papesse Jeanne d'Emmanuel ROIDIS, l'Or des fous de Maro DOUKA).

L'Institut Français, d'ailleurs, a l'intention de poursuivre cette activité de traduction et d'édition en faveur des lettres grecques d'aujourd'hui, en collaborant avec d'autres éditeurs.

Il informe la Partie hellénique qu'il a réédité à la demande de l'Association des Editeurs grecs, qui souhaite le distribuer au Salon International du Livre de Genève, l'ouvrage "La Grèce et les livres", répertoire des œuvres grecques traduites en français et des livres sur la Grèce.

Les deux Parties constatent avec satisfaction le regain d'intérêt pour la littérature grecque contemporaine en France.

D. THEATRE

Article 28

Les deux Parties conviennent de favoriser les échanges dans le domaine du théâtre.

La Partie française, crée dans le cadre de l'Institut Français d'Athènes et de son Centre de Traduction Littéraire, un atelier destiné à la traduction de textes des deux répertoires, tenu par des metteurs en scène et des comédiens bilingues, en vue de favoriser la diffusion et le montage de spectacles dans les deux pays.

Elle se propose d'organiser des échanges réguliers entre les grands théâtres nationaux comprenant:

- des stages professionnels. Notamment elle envisage d'organiser en 1994 un stage conduit par le metteur en scène Yannis KOKKOS,
- l'accueil réciproque des troupes des grands théâtres nationaux (Théâtre National de Grèce et Palais de la Musique avec les Théâtres Nationaux français et notamment la Comédie Française...).

La Partie française accorde en outre une bourse technique annuelle de haut niveau à un jeune professionnel).

E. ARTS PLASTIQUES

Article 29

Les deux parties rappellent que, sur proposition du Ministère des Affaires Etrangères, du Ministère français de la Culture et de la Francophonie, et avec le soutien du Ministère Hellénique de la Culture, plusieurs expositions groupées consacrées à la photographie intitulées "Collections - Collectionneurs" (Les Otages de la lumière), sont ouvertes à Athènes, dès le mois de mai 1993 à la Pinacothèque Nationale, à l'Institut Français d'Athènes et dans six galeries de la ville.

Les deux Parties, dans le cadre des nouvelles réglementations communautaires, s'efforcent de favoriser les échanges interprofessionnels, entre les artistes, les écoles et les galeries d'art.

Les deux Parties sont convenues d'apporter leur meilleur concours pour faciliter l'entrée et la sortie, dans les deux pays, des biens culturels destinés à y être temporairement exposés dans des lieux publics.

La Partie française qui met à l'étude en 1993 une grande exposition d'art contemporain, organisée avec le C.N.A.C. de Grenoble ("Le Magasin"), le Ministère des Affaires Etrangères (AFAA) et le Ministère de la Culture et de la Francophonie, qui regroupera des artistes et des architectes des deux pays, souhaite le soutien actif de la Partie hellénique. Intitulée provisoirement 70/80/90, "Techné et Métis" cette exposition se tiendra en mars-avril 94 à Athènes, à l'automne 94 à Thessalonique, au printemps 95 à Grenoble.

La Partie hellénique souhaiterait la coopération de la Partie française pour la présentation à la Pinacothèque Nationale de l'exposition "Hommage à TERIADE".

La Partie française prend bonne note de ce souhait et s'efforcera de collaborer avec la Partie hellénique dans toute la mesure du possible.

La Partie française rappelle qu'elle offre actuellement une bourse d'étude de 12 mois aux artistes grecs.

La Partie hellénique souhaiterait qu'une bourse soit accordée dans le domaine de la conservation des étoffes (objets d'art traditionnels folkloriques).

La Partie française fournira une information sur les différents types de formation dispensés dans son pays en la matière de façon à faciliter le choix de la Partie hellénique.

La Partie française informe la Partie grecque de l'inauguration de la commande publique passée au sculpteur TAKIS, pour le château d'eau du quartier Argentine à Beauvais, ainsi que de l'exposition rétrospective qui sera consacrée à l'œuvre de cet artiste à la Galerie Nationale du Jeu de Paume, à Paris, du 7 juillet au 17 octobre 1993.

F. MUSIQUE ET DANSE

Article 30

Musique

La Partie française demande que soit renforcée la coopération en matière de formation des jeunes interprètes, notamment avec les stages organisés par l'Orchestre des Jeunes de la Méditerrannée aussi bien en Grèce qu'en France. La qualité et le prestige des maîtres qui assurent cette formation, devraient en outre inciter à la réalisation de concerts dans le cadre des meilleures structures en Grèce.

Elles souhaite également que soit développée davantage une coopération concertée et harmonieuse avec le Palais de la Musique, dont elle salue le succès légitime.

La Partie française envisage d'organiser dans le cadre des activités de l'Institut Français d'Athènes, un Concours International de Musique Française destiné aux interprètes solistes et aux formations de chambre légères. Elle souhaite le soutien actif de la Partie hellénique.

Elle rappelle qu'elle offre actuellement une bourse d'étude de 12 mois à des jeunes interprètes grecs.

Article 31

Danse

La Partie française, qui a organisé la tournée en Grèce en 1990 et 1992 de plusieurs compagnies de danse contemporaine (Compagnies BRUMACHON, Plaisir d'Offir) et de danse Baroque (Ris et Danceries) souhaite que soient développés ces échanges avec l'aide active de la partie hellénique, dans le cadre de la réciprocité.

Les deux Parties se félicitent notamment de la coopération entre le Palais de la Musique et l'Ecole de Danse de l'Opéra de Paris.

La Partie hellénique exprime le souhait qu'un bourse de 12 mois soit accordée dans le domaine de la danse.

G. PATRIMOINE CULTUREL

Article 32

Les deux Parties se félicitent de l'Accord intervenu entre le Ministère de la Culture hellénique d'une part et l'Académie des Beaux-Arts, Institut de France d'autre part, au sujet d'une série de manifestations artistiques qui comprendront des œuvres des membres de l'Académie des Beaux-Arts lesquelles ont contribué pendant les trois derniers siècles au développement de la peinture, sculpture, gravure, architecture et musique.

Ces manifestations auront lieu à Athènes en mai 1995 à l'occasion du bi-centenaire de l'Institut de France. A cette fin le Ministère de la Culture hellénique fournira une contribution substantielle. De son côté l'Académie des Beaux-Arts a déclaré son intention d'organiser, avec la coopération d'un Comité établi à Athènes présidé par le membre associé étranger de l'Académie des Beaux-Arts, Ilias LALAOUNIS, les manifestations qui seront jugées appropriées.

Article 33

En matière de protection du patrimoine, d'inventaires, d'archives et de musées, la Partie française propose, en priorité, d'étudier l'association d'une ou plusieurs institutions grecques au projet européen de recherche et développement NARCISSE. Son objectif est la réalisation d'un prototype de banque d'images scientifiques en très haute définition, gérée par une base de données textuelle multilingue (actuellement en allemand, français italien et portugais). Ce consortium qui fonctionnera en réseau, associe le Laboratoire de Recherche des Musées de France (Paris), les Archives Nationales de Lisbonne, la Rathgenforschung Laboratorium de Berlin et la banque de données des Biens Culturels Suisses, de Berne, et bénéficie d'un soutien de la Communauté Européenne.

La Partie française est disposée à prendre en charge la mission d'un expert en vue d'informer les instances compétentes en Grèce.

La Partie hellénique prend bonne note des souhaits exprimés par la Partie française et les transmettra aux autorités compétentes afin qu'elles soient examinées favorablement.

La Partie française souhaite développer les relations entre les Archives Générales de l'Etat grec et la Direction des Archives du Ministère Français de la Culture et de la Francophonie, notamment en matière de formation et d'expertise.

La Partie française fait part du souhait de la Bibliothèque Nationale de Paris d'intensifier ses échanges avec la Bibliothéque Nationale d'Athénes et de développer ses relations avec l'Académie, la Banque Nationale de Grèce, le Centre National de Recherches Sociales d'Athènes et la Bibliothèque de l'Université de Thessalonique.

La Partie hellénique souhaiterait qu'une bourse de 2 mois soit accordée à un archéologue grec spécialisé dans l'art byzantin afin de faire une recherche de courte durée au C.N.R.S.

La Partie française s'efforcera de répondre favorablement à ce souhait.

La Partie hellénique souhaiterait la coopération de la Partie française pour lutter contre la contrebande dans le domaine d'œuvres d'art ou d'objets d'une signification archéologique ou historique importante.

La Partie hellénique souhaiterait la coopération de la Partie française pour le rapatriement d'œuvres d'art qui ont été volées ou exportées illégalement d'un pays à l'autre.

La Partie française assure la Partie hellénique de son soutien et souligne que cette coopération en vue de préserver le patrimoine et de lutter contre le trafic d'objets d'art se déroule également dans le cadre européen et a fait l'objet de recommandations dans ce sens.

H. CINEMA

Article 34

Les deux Parties constatent un net développement de leur coopération dans le domaine cinématographique et s'en félicitent. Ainsi, la Grèce et la France ont étroitement collaboré à l'organisation de plusieurs festivals
tant en Grèce:
- Cinéma et Réalité (cinéma documentaire) à l'IFA avec le Secrétariat d'Etat à la Formation Permanente.
- Drama (court métrage).
- Festival International de Thessalonique.
- Panorama du Cinéma Européen.

qu'en France:
- Festival de Cannes.
- Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier, qui vient de rendre un hommage au cinéma grec.
- Maison Méditerranéenne de l'Image à Marseille, qui a

également célébré le Cinéma grec en février 1992.

Les deux Parties entendent poursuivre cette coopération à travers ces mêmes structures, par la réalisation de projets importants:
- Ciné-Cités ("Athènes, à la recherche de la cité perdue") en collaboration avec le Centre du Cinéma Grec, la Cinémathèque de Grèce, la Municipalité d'Athènes.
- Création d'un ciné club européen ouvert aux productions les plus récentes.

enfin, à travers le développement des coproductions, et des structures de diffusion.

La Partie française, souhaitant développer les rapports interprofessionnels en vue de mieux maîtriser la réglementation, notamment en matière de droits, et mieux organiser les circuits de diffusion et de coproduction, s'efforcera de faciliter les contacts entre professionnels des deux Parties.

La Partie française participera volontiers à la célébration du centenaire de la naissance du cinéma si la Partie hellénique envisage de l'organiser.

La Partie hellénique souhaiterait que la Partie française accorde 2 bourses d'une durée de 3 à 4 mois à des metteurs en scène grecs afin qu'ils puissent suivre de près les méthodes de travail de metteurs en scène connus.

La Partie hellénique souhaiterait que la Partie française accorde 2 bourses, obtenues après concours: 1 pour la F.E.M.I.S. et 1 pour l'Ecole Vaugirard.

La Partie hellénique souhaiterait la poursuite de la collaboration avec la Cinémathèque française et l'échange d'un ou deux experts dans le but d'organiser les Archives cinématographiques de Grèce.

La Partie française prend note des souhaits de la Partie hellénique et s'efforcera de manière appropriée de favoriser les échanges dans le domaine du cinéma y compris pour de jeunes professionnels.

V. RADIO - TELEVISION - JOURNALISME - PRESSE

A. RADIO

Article 35

La Partie française informe la Partie hellénique qu'elle est disposée à renouveler des actions de formation de professionnels par l'organisation d'un stage consacré à la production d'émissions radiophoniques.

Les deux Parties se félicitent de cette coopération et souhaitent qu'elle soit poursuivie.

Article 36

La Partie française informe la Partie hellénique du dépôt d'une demande d'autorisation d'émettre par la radio du service public Radio France Internationale. Elle souhaite que ce dossier puisse être examiné très prochainement par les autorités helléniques compétentes.

La Partie hellénique recommandera aux autorités compétentes de l'audiovisuel d'accélérer les procédures nécessaires en vue de l'obtention de l'autorisation demandée.

B. TELEVISION

Article 37

La Partie française se félicite de la diffusion expérimentale de TV5 en Grèce par le sevice public hellénique. Elle regrette toutefois que cette diffusion ait été interrompue dans certaines régions (par exemple: Rhodes).

Les deux Parties se réjouissent d'appartenir par leurs sociétés nationales de télévision au groupe fondateur de la chaîne européenne EURONEWS. La Partie française appuiera, dans ce cadre multilatéral, toute mesure permettant une large diffusion des informations en provenance de Grèce. Les deux Parties constatent une large implantation de la chaîne européenne mais la Partie française regrette l'absence de diffusion en français.

La Partie hellénique prend note de ce qui précède et soumettra ces informations aux autorités compétentes.

Enfin, la Partie française incitera les diffuseurs et producteurs à engager des contacts directs visant à un plus large échange de programmes de coproductions.

La Partie hellénique souhaiterait que la Partie française accorde 4 bourses annuelles à des techniciens, des journalistes et des cadres de l'ERT en vue de se spécialiser dans les domaines respectifs des institutions françaises nationales. Elle souhaiterait aussi que la Partie française accorde 5 bourses annuelles à des employés de l'ERT afin qu'ils puissent travailler pendant 3 mois dans les domaines respectifs des institutions nationales de radio et télévision françaises pour profiter de l'expérience de leurs homologues.

La Partie française prend note des souhaits de la Partie hellénique et déclare qu'elle favorisera les échanges d'experts de l'audiovisuel dans toute la mesure du possible et selon diverses modalités (par exemple des stages).

C. JOURNALISME ET PRESSE

Article 38

Les deux Parties se félicitent de l'excellente coopération qui s'est instaurée entre elles. Elles se proposent de poursuivre les échanges d'expériences et les actions de formation dans ce domaine.

VIII. JEUNESSE ET SPORT

Article 39

Les deux Parties soulignent l'importance qu'elles attachent à la coopération et aux échanges dans les domaines de la jeunesse et des sports.

Elles se félicitent du travail de programmation conjointe effectué à l'occasion de sous-commissions dont la dernière réunion a eu lieu à Athènes du 13 au 15 Janvier 1992 pour les années 1992 et 1993.

Elles rappellent que, dans le domaine des sports, 6 opérations ont été réalisées en 1992 et que, dans le domaine des échanges de jeunes, 6 rencontres ont pu avoir lieu.

En 1993, dans le domaine de la jeunesse, un accent particulier sera porté sur:
- les pratiques culturelles des jeunes, dans le domaine du théâtre à l'occasion d'une rencontre européenne qui se déroulera en Avignon, du 12 au 19 juillet.

En outre, 8 invitations à Avignon de jeunes étudiants pour une découverte active du Festival et des activités d'atelier-théâtre ont été retenues.

Pour les années à venir, les deux Parties conviennent de porter leurs efforts:
- sur la formation de cadres sportifs et la recherche (médecine du sport, contrôle antidopage) en faisant appel, pour un nombre limité de disciplines, aux établissements supérieurs et aux fédérations sportives concernés.

– sur des échanges d'experts, dans le domaine de la prévention sociale et de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté.

Les échanges de jeunes interassociatifs seront dans la mesure du possible encouragés, tout particulièrement ceux inscrits dans la cadre de jumelage de villes.

IX. DIVERS

A. COOPERATION CULTURELLE ENTRE COLLECTIVITES TERRITORIALES

Article 40

Les deux Parties encouragent la coopération culturelle entre régions et municipalités de France et de Gréce.

Elles se félicitent à ce sujet des relations étroites qui se sont établies, à la faveur de jumelages, officiels entre Aghia Paraskevi et Saint-Brieuc, Kallithéa et Sartrouville. Elles constatent que 13 villes de Grèce ont fait part de leur souhait d'entrer en contact avec des villes française.

La Partie française demande à la Partie hellénique de soutenir le projet de la ville de Marseille d'accueillir en 1994 l'Exposition du Trésor de Philippe II de Macédoine, dans le cadre de la coopération institutionnalisée entre Marseille et Thessalonique.

La Partie hellénique prend bonne note de la demande de la Partie française et la transmettra aux autorités compétentes.

DISPOSITIONS FINALES

Article 41

Les deux Parties conviennent que les dispositions générales (administratives et financières) seront convenues ultérieurement par la voie diplomatique.

La Commission mixte tiendra sa 12ème session à Paris à une date qui sera fixée par la voie diplomatique.

Fait à Athènes, le 12 mai 1993
en français en deux exemplaires

Pour le Gouvernement de la République Hellénique	Pour le Gouvernement de la République Française
M. l'Ambassadeur Georges HELMIS Directeur des Affaires Culturelles du Ministère hellénique des Affaires Etrangères	M. Jean CADET Ambassadeur de France en Grèce

DELEGATION HELLENIQUE

Ministère des Affaires Etrangères:
Monsieur l'Ambassadeur Georges HELMIS, Directeur du Département des Affaires Culturelles, Chef de la Délégation

Madame Caterina POLYZOIDOU, Premier Secrétaire d'Ambassade, Département des Affaires Culturelles

Fondation pour la Culture Hellénique:
Monsieur Ioannis VLAHOS

Ministère de l'Education Nationale:
Madame Méropi PARVERI, Direction des Affaires Educatives Internationales

Madame Melpomeni SGARTSOU, Direction des Affaires Educatives Internationales

Madame Roxani ELETHERIADOU, Direction des Etudes Universitaires

Madame Roy HOURDAKI, Département des Relations Interuniversitaires

Monsieur Georges MAVROIDIS, Professeur à l'Université de Crète

Ministère de la Culture:
Monsieur Spyros REPOULIS, Directeur du Département des Relations Culturelles

Madame Dimitra ARGYROY, Département des Relations Culturelles

Secrétariat Général de Presse:
Madame Popi KALFOPOULOU

Secrétariat Général de la Jeunesse:
Madame Laya GIORGI

Secrétariat Général des Sports:
Madame Hélève TERIZOPOULOU
Madame Rosemary NIKOLAKOPOULOU
Monsieur RONTOYANNIS (E.K.A.E.)

Secrétariat Général pour la Recherche et la Technologie:
Département des Relations Bilatérales:
Monsieur Nikos KONSTANTOPOULOS
Madame Stella KATSAROU

Centre Interuniversitaire pour la reconnaissance des Diplômes Universitaires (D.I.K.A.T.S.A.):
Monsieur Emmanuel KONSTANDINIDIS, Président

Madame I. EFSTATHIOU-VOTSI

Secrétaire de la Délégation:
Madame Caterina FOUDOULAKI

DELEGATION FRANÇAISE

Ministère des Affaires Etrangères:
Monsieur Jean CADET, Ambassadeur de France en Grèce, Chef de la délégation française

Monsieur Philippe ZELLER, Directeur de la Coopération Scientifique et Technique à la Direction Générale des Relations Culturelles Scientifiques et Techniques.

Monsieur Hervé BOLOT, Sous-Directeur Europe méridionale à la Direction Europe du Ministère des Affaires Etrangères.

Monsieur Alain FOHR, Adjoint au Sous-Directeur des Etablissements Culturels à la D.G.R.C.S.T. (Direction des Identités et Echanges Culturels)

Madame Chantal ALORGE, Secrétaire Adjoint des Affaires Etrangères - Coordination géographique.

Ministère de l'Education Nationale:
Madame Christiane LAFON, Chargée de Mission à la D.A.-G.I.C. (Direction des Affaires Générales, Internationales et de la Coopération)

Ministère de la Culture:
Monsieur Denis ROCHE, Chargé de Mission au Département des Affaires Internationales du Ministère de la Culture et de la Francophonie.

Ambassade de France en Grèce (Service Politique):
Monsieur Philippe BASTELICA, Premier Conseiller

Ambassade de France en Grèce (Services Culturel et Scientifique):

Monsieur Michel GUERIN, Conseiller Culturel, Directeur de l'Institut Français d'Athènes

Monsieur Pierre DUCROS, Conseiller Scientifique

Madame Marie-Hélène ESTEVE, Attaché Culturel, Directeur Adjoint de l'Institut Français d'Athènes.

Monsieur Bernard LAJOT, Attaché Culturel

Monsieur Alain VAUJANY, Secrétaire Général du Service Culturel

Monsieur Jean-Marc BENEDETTI, Directeur du Bureau de Coopération Linguistique et Educative

Madame Catherine VELISSARIS, Directrice du Centre de Traduction Littéraire (IFA)

Monsieur Yannick SAVIDAN, Responsable du bureau Jeunesse et Sports

Madame Nicole PENAUD, Proviseur du Lycée Franco-Hellénique

Madame Marianne FIELD, Inspecteur de l'Education Nationale

Monsieur Jean-François QUESTIN, Attaché Linguistique, chargé de l'audiovisuel

---

Η μικτή επιτροπή, που προβλέπεται από τη μορφωτική συμφωνία της 19ης Δεκεμβρίου 1938, μεταξύ Ελλάδας και Γαλλίας, συνεδρίασε στην Αθήνα, στις 10, 11, 12 Μαΐου 1993.

Οι ελληνικές αντιπροσωπείες καθοδηγούνταν από τον Πρεσβευτή Γεώργιο ΧΕΛΜΗ, Διευθυντή των Μορφωτικών Υποθέσεων, στο Υπουργείο Εξωτερικών και η Γαλλική αντιπροσωπεία από τον Μ. Jean CADET, Πρεσβευτή της Γαλλίας.

Οι δύο αντιπροσωπείες συμφώνησαν να διαπραγματευθούν κατά σειρά τις ακόλουθες ερωτήσεις:

- διδασκαλία γαλλικών στην Ελλάδα και νέων ελληνικών στη Γαλλία
- καταστατικό και μέλλον του γαλλο-ελληνικού Λυκείου
- διαπανεπιστημιακή ανάπτυξη και συνεργασία
- ενδυνάμωση των καλλιτεχνικών, μορφωτικών και επιστημονικών ανταλλαγών.

Οι δύο Πρόεδροι εξέφρασαν την επιθυμία τους για την ενδυνάμωση της αμοιβαίας γαλλοελληνικής συνεργασίας, με προοπτική της ευρωπαϊκής δημιουργίας.

ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ ΚΑΙ ΠΑΙΔΑΓΩΓΙΚΗ

Α. ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ ΕΛΛΗΝΙΚΩΝ ΣΤΗ ΓΑΛΛΙΑ

Άρθρο 1ο

Δευτεροβάθμια εκπαίδευση

Η ελληνική πλευρά είναι ευτυχής γιατί από το 1987 τα νέα ελληνικά μπορούν να επιλεγούν σαν εξέταση στο baccalauréat.

Η ελληνική πλευρά ζητά περισσότερη εκπαίδευση νέων ελληνικών στη δευτεροβάθμια εκπαίδευση. Προτείνει κυρίως την εκπαίδευση των νέων ελληνικών στα σχολεία, τα οποία έχουν συνάψει μία συμφωνία συνδυασμού με τα ελληνικά σχολεία.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει τις επιθυμίες της ελληνικής πλευράς. Ενημερώνει την ελληνική πλευρά για τη δημιουργία μίας αποστολής Γενικής Επιθεώρησης νέων ελληνικών στην Γενική Επιθεώρηση, που δημιουργήθηκε τον Οκτώβριο του 1990 και δηλώνει ότι τα νέα ελληνικά διδάσκονται σε 4 λύκεια (Caen, Strasbourg, Bordeaux, Paris). Σημειώνει ότι οι συνδυασμοί μεταξύ γαλλικών και ελληνικών σχολείων γνώρισαν μία αισθητή αύξηση τα τελευταία χρόνια (8 συνδυασμοί καταγράφτηκαν το 1988 και 49 το 1992). Συνοδεύονται μερικές φορές από την ίδρυση μιας σχολικής λέσχης νέων ελληνικών.

Η ελληνική πλευρά υπογραμμίζει το ενδιαφέρον του πειραματικού προγράμματος, που έγινε στην Ακαδημία Caen, από τον Υπεύθυνο της αποστολής και ζητά την επέκταση του και σε άλλες ακαδημίες, σε όλα τα σχολικά επίπεδα (πρωτοβάθμιο, δευτεροβάθμιο, πανεπιστημιακό και συνεχής επιμόρφωσης). Προτείνει μία ομάδα ειδικών να προβεί στη δημιουργία διδακτικού υλικού και μεθόδων για την εκπαίδευση των νέων ελληνικών στη Γαλλία.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει αυτή την πρόταση. Επιθυμεί τη συνάντηση ειδικών και θα κοινοποιήσει τις προτάσεις της, οι οποίες αφορούν τους όρους αυτής της συνεργασίας, μετά από εξέταση που θα γίνει από τις αρμόδιες παιδαγωγικές υπηρεσίες.

Η γαλλική πλευρά χαιρετά την πειραματική αξία αυτού του πειραματισμού και θα κάνει ότι είναι δυνατό για να ενθαρρύνει ανάλογα πειράματα και σε άλλες Ακαδημίες, όπως στη Bordeaux..

Επαναλαμβάνοντας την πρόταση της για τη δημιουργία ενός CAPES (ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟ ΙΚΑΝΟΤΗΤΑΣ ΚΑΘΗΓΗΤΟΥ ΜΕΣΗΣ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗΣ) και μίας AGREGATION (ΔΙΑΓΩΝΙΣΜΟΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΙΣΔΟΧΗ ΚΑΘΗΓΗΤΩΝ) νέων ελληνικών, η ελληνική πλευρά επιθυμεί τα νέα ελληνικά να βρουν μία θέση ανάμεσα στις επιλεγμένες γλώσσες για το CAPES των Μοντέρνων Γραμμάτων (Lettres Modernes).

Η γαλλική πλευρά γνωστοποιεί στην ελληνική πλευρά, ότι ένα σχέδιο που αποβλέπει την εισαγωγή μίας εξέτασης επιλογής των νέων ελληνικών στο CAPES και AGREGATION των Μοντέρνων Γραμμάτων εξετάζεται πρόσφατα ευνοϊκά από τις αρμόδιες αρχές.

Άρθρο 2

Ανώτατη εκπαίδευση

Η ελληνική πλευρά εκφράζει την επιθυμία της για την εισαγωγή της εκπαίδευσης των νέων ελληνικών και σε άλλα Ιδρύματα ανώτατης εκπαίδευσης και τη διαφύλαξη των εδρών από ένα εκπαιδευτικό μόνιμο προσωπικό.

Η γαλλική πλευρά ενημερώνει στην ελληνική πλευρά ότι τα νέα ελληνικά διδάσκονται επί του παρόντος σε 16 Ιδρύματα ανώτατης Εκπαίδευσης, εκ των οποίων τα 3 χορηγούν εθνικά διπλώματα. Υπογραμμίζει, ότι αυτή η εκπαίδευση εξασφαλίζεται, στο μεγαλύτερο μέρος της, από προσωπικό επιλεγμένο από τις θέσεις προϋπολογισμού.

Η ελληνική πλευρά ζητά την ίδρυση μίας θέσης νέων ελληνικών στο Πανεπιστήμιο Caen για να συμπληρωθεί ο πειραματισμός όπου ηγείται η Ακαδημία, καθώς και η ίδρυση μίας θέσης νέων ελληνικών στο Πανεπιστήμιο της Aix-en-Provence.

Η γαλλική πλευρά θα είναι ο διερμηνέας αυτών των αιτήσεων στα σχετικά Πανεπιστήμια. Υπενθυμίζει ωστόσο, ότι σύμφωνα με την αρχή της αυτονομίας των Ιδρυμάτων Ανώτατης Εκπαίδευσης, η αίτηση για τη δημιουργία ή την ίδρυση εδρών ανήκει στα Πανεπιστήμια.

Η ελληνική πλευρά σημειώνει την έλλειψη των νέων ελ-

ληνικών μεταξύ των απαραίτητων γλωσσών για την ειδίκευση του διερμηνέα στην Ανώτατη Σχολή Διερμηνέων και Μεταφραστών. Αξίζει να σημειωθεί, ότι τα νέα ελληνικά είναι η μόνη κοινοτική γλώσσα, η οποία δεν συμπεριλαμβάνεται για την παραπάνω ειδίκευση, ενώ συμπεριλαμβάνονται μη κοινοτικές γλώσσες.

Η γαλλική πλευρά θα προσπαθήσει να ευνοήσει, εμπρόθεσμα, την εισαγωγή των νέων ελληνικών σε όλες τις εκπαιδεύσεις διερμηνέων και μεταφραστών, όπως ήδη υπάρχει στο cursus του Ινστιτούτου των Μεταφραστών και των διερμηνέων του Πανεπιστημίου του Strasboyrg, Ιδρύματος ψηλού επιπέδου, που διατηρεί στενές σχέσεις με το Ινστιτούτο Γαλλικών στην Αθήνα και το Ιόνιο Πανεπιστήμιο και δέχεται κάθε χρόνο ορισμένους Έλληνες φοιτητές.

Η ελληνική πλευρά εύχεται, λόγω συνέχισης της ελληνικής γλώσσας, τη δημιουργία τάξεων εκπαίδευσης νέων ελληνικών παράλληλα με τις τάξεις των αρχαίων ελληνικών. Για το λόγο αυτό δηλώνει έτοιμη να συνεργαστεί με τη γαλλική πλευρά στο χώρο επεξεργασίας παιδαγωγικών εργαλείων.

Η γαλλική πλευρά ενδιαφέρεται για την παρουσίαση της συνέχισης μεταξύ των αρχείων ελληνικών και των νέων ελληνικών και θα προσπαθήσει να ευνοήσει τις πρωτοβουλίες συμπληρωματικότητας των δύο εκπαιδεύσεων.

Τέλος, η ελληνική πλευρά θα πληροφορήσει τη γαλλική πλευρά ότι οι αρμόδιες ελληνικές αρχές βοηθούν οικονομικά τις έδρες των νέων ελληνικών στη Γαλλία, για την ενθάρρυνση των δραστηριοτήτων τους, στον τομέα της εκπαίδευσης της γλώσσας και του ελληνικού πολιτισμού.

Β. Η ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ ΤΩΝ ΓΑΛΛΙΚΩΝ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ ΚΑΙ Η ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΣΤΟΝ ΠΑΙΔΑΓΩΓΙΚΟ ΤΟΜΕΑ

Άρθρο 3

Η γαλλική πλευρά αναφέρει τις ανησυχίες της στην ελληνική πλευρά, λόγω της μεταρρύθμισης, που έγινε την τελευταία χρονιά από το Υπουργείο Εθνικής Εκπαίδευσης και αφορούσε την εκπαίδευση των ξένων γλωσσών.

Αναφέρει, ότι αυτή η αλλαγή, σε ότι αφορά την εκπαίδευση των ζωντανών γλωσσών στο ελληνικό εκπαιδευτικό σύστημα, περιορίζει την επιλογή των μαθητών και οδηγεί σε μία επιλογή εις βάρος των γαλλικών.

Παρ' όλα αυτά εύχεται, ότι οι προφορικές διαβεβαιώσεις, οι οποίες δόθηκαν στη διάρκεια των διαφόρων συνομιλιών, κυρίως από τον Υπουργό Παιδείας στο Πρεσβευτή της Γαλλίας (στις 8 Δεκεμβρίου 1992), ήταν επίσημες, δηλαδή:

– στην πρωτοβάθμια δημόσια εκπαίδευση τα αγγλικά δεν επιβάλλονται εκεί όπου γίνεται ο πειραματισμός των «πρώιμων» γαλλικών (français precoce),

– στη δευτεροβάθμια εκπαίδευση, το ποσοστό του 85% των μαθητών που μαθαίνουν γαλλικά είναι αμετάβλητο, ο σχολικός χάρτης της εισαγωγής των γαλλικών ακολουθεί την ίδια πρόδο με αυτή των αγγλικών, τα ωράρια διατηρούνται,

– στην θρησκευτική εκπαίδευση, τα γαλλικά διατηρούνται στο σημερινό επίπεδο της 1ης ζωντανής γλώσσας σε όλους τους κύκλους.

Εξάλλου η γαλλική πλευρά επιθυμεί την εισαγωγή των γαλλικών στην τεχνική εκπαίδευση – κυρίως στα cursus της εκπαίδευσης των Ινστιτούτων για την Επαγγελματική κατάρτιση. Είναι έτοιμη να εξετάσει τους τύπους του διαγωνισμού, που μπορεί να εισάγει.

Η ελληνική πλευρά πληροφορεί τη γαλλική πλευρά, ότι οι διατάξεις, οι οποίες ανακοινώθηκαν από το Υπουργείο Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, σχετικά με την εκπαίδευση των ξένων γλωσσών και κυρίως της γαλλικής γλώσσας στην πρωτοβάθμια και δευτεροβάθμια εκπαίδευση είναι απολύτως σύμφωνες με τις διαβεβαιώσεις, που δόθηκαν από τον Υπουργό Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων στον εν ενεργεία Πρεσβευτή της Γαλλίας στη συνάντηση τους στις 8 Δεκεμβρίου 1992.

Στην πρωτοβάθμια ελληνική εκπαίδευση η διδασκαλία της γαλλικής γλώσσας θα συνεχίζεται μόνο στα σχολεία, όπου η διδασκαλία άρχισε στην 4η τάξη και θα τελειώνει στη διάρκεια της επόμενης σχολικής χρονιάς, μετά την οποία η διδασκαλία θα διακόπτεται.

Η διαβεβαίωση, που δόθηκε από τον Υπουργό Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, ότι το ποσοστό του 85% των μαθητών (συμπεριλαμβανομένου και αυτό της εκπαίδευσης των τεχνικών λυκείων), που μαθαίνουν γαλλικά θα παραμείνει αμετάβλητο, έχει εγκριθεί.

Η διαδικασία της εφαρμογής αυτών των μέτρων θα ξεκινήσει από τη νέα σχολική χρονιά. Βάση της υιοθετημένης μεταρρύθμισης, η εκπαίδευση της γαλλικής γλώσσας θα εξαπλωθεί σε 650.000 μαθητές περίπου, από τους 300.000 μαθητές, που ήδη υπάρχουν.

Το καταστατικό της θρησκευτικής εκπαίδευσης, που αφορά την εκπαίδευση της γαλλικής γλώσσας θα εξακολουθήσει να ισχύει.

Θα εξεταστεί η πιθανότητα εισαγωγής της εκπαίδευσης των γαλλικών σε 3 ειδικευμένα Ινστιτούτα Επαγγελματικής Εκπαίδευσης.

Τέλος, από την επόμενη σχολική χρονιά νέα εγχειρίδια θα εισαχθούν για τη βελτίωση της διδασκαλίας της γαλλικής γλώσσας.

Ο Υπουργός της γαλλικής εκπαίδευσης θεωρώντας, ότι η εκπαίδευση της γαλλικής γλώσσας στη δευτεροβάθμια εκπαίδευση στην Ελλάδα σημειώνει μία ουσιώδη βελτίωση, τόσο ποσοτικά όσο και ποιοτικά, έχει πεισθεί, ότι η γαλλική πλευρά στο πλαίσιο των αρχών αμοιβαιότητας, που διέπουν τις μορφωτικές συμφωνίες θα απαντήσει θετικά στην ελληνική αίτηση για την παράλληλη επέκταση της εκπαίδευσης των νέων ελληνικών στην γαλλική εκπαίδευση.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει τον ορισμό των κοινών σκοπών με τη γαλλική πλευρά και αποβλέπει:

– στην εισαγωγή της ξένης ζωντανής γλώσσας από την πρωτοβάθμια εκπαίδευση

– στην υποχρεωτική εκμάθηση 2 γλωσσών.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει τη στάση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων και τις απαραίτητες παρατηρήσεις, που δόθηκαν από την ελληνική πλευρά (βλ. γράμμα της 11ης Μαΐου 1993, που απευθύνεται από τον Υπουργό στον Πρεσβευτή της Γαλλίας, στο παρόν πρωτόκολλο).

Σημειώνει κυρίως με ενδιαφέρον την απόφαση, που ανακοινώθηκε από τον Εκπρόσωπο του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων κατά τη διάρκεια της μικτής Επιτροπής σχετικά με την εισαγωγή των γαλλικών σε 260 περίπου τεχνικά λύκεια.

Η γαλλική πλευρά φοβάται εν τούτοις ότι οι νέες διατάξεις δεν υποβαθμίζουν τη θέση της γαλλικής γλώσσας, όπου:

– αποκλείεται κάθε ελευθερία επιλογής της διδασκομένης γλώσσας.
– περιορίζονται οι διδασκαλίες των γαλλικών στην πρωτοβάθμια εκπαίδευση.
– απαγορεύεται τελείως η επιλογή των γαλλικών σαν πρώτη χρονολογικώς διδασκομένη ζωντανή γλώσσα.

Λαμβάνοντας υπόψη τις εξαιρετικές και συχνές φιλικές σχέσεις μεταξύ των 2 κρατών, τα οποία μοιράζονται πολλούς σκοπούς και κοινά ιδεώδη, εύχεται τη συνέχιση αναλλαγών απόψεων σε αυτή την ερώτηση με εποικοδομητικό πνεύμα, για το αμοιβαίο συμφέρον των 2 κρατών.

Για το λόγο αυτό, θα εκτιμήσει ιδιαιτέρως την επιτυχή συνέχιση των πειραματισμών της εκπαίδευσης των γαλλικών στην πρωτοβάθμια εκπαίδευση, που γίνεται εδώ και 5 χρόνια, εκεί, όπου έχει ήδη ξεκινήσει.

Άρθρο 4ο

Η γαλλική πλευρά βρίσκεται στη διάθεση της ελληνικής για να μελετήσει από κοινού την ανανέωση και τον εκσυγχρονισμό της μεθόδου των γαλλικών στο 1ο κύκλο της δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

Η γαλλική πλευρά είναι έτοιμη να συμμετάσχει πιο στενά διαμέσου των ειδικών στη διδακτική των γλωσσών, που βρίσκονται σε υπηρεσία στην Ελλάδα στο πρόγραμμα σύστασης ενός σώματος εκπαίδευσης καθηγητών γαλλικών.

Η ελληνική πλευρά ζητά από τη γαλλική πλευρά να της χορηγηθούν τουλάχιστον 20 μηνιαίες υποτροφίες κάθε χρονιά για την εκπαίδευση.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει αυτή την επιθυμία, την οποία θα προσπαθήσει να υλοποιήσει μέσα σε λογικά πλαίσια. Υπενθυμίζει ότι από αυτή τη χρονιά 12 υποτροφίες χορηγήθηκαν για το λόγο αυτό.

Γ. ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ ΤΗΣ ΓΛΩΣΣΑΣ ΚΑΙ ΤΗΣ ΝΕΟΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΣΤΗ ΓΑΛΛΙΑ

Άρθρο 5ο

Η ελληνική πλευρά δηλώνει ότι 500 μαθητές ελληνικής προέλευσης επωφελούνται επί του παρόντος μίας εκπαίδευσης γλώσσας και νεοελληνικής παιδείας στο νηπιαγωγείο, στην πρωτοβάθμια και δευτεροβάθμια εκπαίδευση.

Εύχεται την ενδυνάμωση και την εξάπλωση αυτής της εκπαίδευσης και βοήθεια από τη γαλλική πλευρά για τη λειτουργία των τάξεων και την αμοιβή των καθηγητών.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει την εκφραζόμενη επιθυμία της ελληνικής πλευράς για συνεργασία εκπαίδευσης ελληνικών στα παιδιά ελληνικής καταγωγής, που διαμένουν στη Γαλλία. Πληροφορεί την ελληνική πλευρά ότι μελετούν αυτό τον τύπο εκπαίδευσης. Προτείνει να κοινοποιηθούν οι αποφάσεις στην ελληνική πλευρά.

Δ. ΕΚΠΑΙΔΕΥΤΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Άρθρο 6ο

Η γαλλική πλευρά είναι ικανοποιημένη από την ανάπτυξη των εκπαιδευτικών ανταλλαγών μεταξύ Γαλλίας και Ελλάδας. Μεταξύ του 1991 και 1993, 18 νέες σχέσεις επιτεύχθηκαν με αποτέλεσμα ο συνολικός αριθμός τους να ανέρχεται σε 49. Μέσα στο ευρωπαϊκό πλαίσιο έχουν πραγματοποιηθεί εξαιρετικές συναντήσεις.

Το σύνολο τεχνικών και των υπηρεσιών, που συνδυάζει τα μέσα πληροφορικής με αυτά της τηλεπικοινωνίας (dispositif telematique), της προηγουμένης μικτής Επιτροπής βρίσκονται τώρα στη διάθεση των καθηγητών.

3 κέντρα πληροφοριών δημιουργήθηκαν (στην Καβάλα, στη Λάρισα, στην Ορεστιάδα).

Η γαλλική πλευρά επιμένει στην αναγκαιότητα ανάπτυξης της συνεργασίας στην τεχνική και επαγγελματική εκπαίδευση και αναφέρεται σε 3 τομείς:
– στην ανταλλαγή απόψεων μεταξύ ειδικών στον τομέα της τεχνικής και επαγγελματικής εκπαίδευσης σε επίπεδο δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης και μεταπτυχιακών σπουδών (B.T.S.)
– στην εφαρμοσμένη έρευνα προετοιμασίας των προγραμμάτων εκπαίδευσης, εκτίμησης και παρακολούθησης των μαθητών.

Η ελληνική πλευρά σημειώνει με ενδιαφέρον αυτή την πρόταση συνεργασίας της γαλλικής πλευράς.

Ε. ΟΠΤΙΚΟΑΚΟΥΣΤΙΚΟ ΣΥΣΤΗΜΑ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗΣ

Άρθρο 7ο

Η ελληνική πλευρά πληροφορεί τη γαλλική πλευρά ότι η εκπαιδευτική τηλεόραση αναμεταδίδει στην τηλεόραση τις μεθόδους «Avec Plaisir 1 και 2» και προβαίνει στην αγορά, για ερτζιανή μετάδοση, της Μεθόδου «Καλώς ήρθατε στη Γαλλία». Εξάλλου 600 αντίγραφα κασσετών της μεθόδου «Plaisir 1 και 2» προορίζονται για να διανεμηθούν στα σχολεία δευτεροβάθμιας εκπαίδευσης.

Η γαλλική πλευρά αποδέχεται με ικανοποίηση την πρόθεση του Υπουργού Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων, για την απόκτηση ενός νέου προγράμματος εκπαίδευσης γαλλικών, στην προσαρμογή του οποίου θα συνεισφέρει. Είναι ευχαριστημένος για τη συνεργασία των δύο πλευρών για τη μετάδοση κασσετών στα σχολικά Ιδρύματα.

Η γαλλική πλευρά δέχεται ευνοϊκά την ανάληψη των καθηκόντων του καθηγητή γαλλικών και θα συνεισφέρει στην επαγγελματική τους κατάρτιση με την εισφορά μίας υποτροφίας για άσκηση (stage).

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί να συνεχιστεί η εύνοια της γαλλικής συνεργασίας και ζητά την παρέμβαση της ώστε να της χορηγηθεί παιδαγωγικό υλικό, ελεύθερο από δικαιώματα. Επιθυμεί επίσης την εισαγωγή της εκπαίδευσης των ελληνικών στη γαλλική τηλεόραση.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει αυτές τις αιτήσεις και τις μεταφέρει στους αρμόδιους οπτικοακουστικούς Οργανισμούς και Εταιρείες.

Ζ. ΓΑΛΛΟ-ΕΛΛΗΝΙΚΟ ΛΥΚΕΙΟ

Άρθρο 8ο

Υπενθυμίζοντας τις διατάξεις της συμφωνίας μεταξύ των κυβερνήσεων σχετικά με το γαλλο-ελληνικό Λύκειο, που υπογράφτηκε στην Αθήνα στις 28 Νοεμβρίου 1986, τα δύο μέρη υπογραμμίζουν τη σημασία του Σχολικού αυτού Ιδρύματος, 2 ιθαγενειών (binational) και το σημαντικό ρόλο που πρέπει να παίξει στην αμφοτεβαρή συνεργασία.

Εντούτοις η γαλλική πλευρά θεωρεί, ότι με τον τρόπο, που λειτουργεί το γαλλοελληνικό λύκειο δεν πληρεί ικανοποιητικά το σκοπό των 2 εκπαιδεύσεων.

Υπενθυμίζει την προσοχή της ελληνικής πλευράς στις βελτιώσεις που μπορεί να γίνουν από μία πιο αυστηρή παρατήρηση του καταστατικού - πλαισίου, που επισυνάπτε-

ται στη συμφωνία μεταξύ των κυβερνήσεων το 1986. Κυρίως συνιστά θερμώς τη διοικητική άμεση προσάρτηση της ελληνικής πλευράς στο Ελληνικό Υπουργείο Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων.

Προτείνει μία αξιοποίηση της γλώσσας του partenaire σε καθένα από τα τμήματα και υπογραμμίζει ότι το καταστατικό - πλαίσιο (σημείο 4ο) προβλέπει ότι ορισμένες εκπαιδεύσεις μπορούν, με αναίρεση, να εξαιρεθούν στα γαλλικά στο ελληνικό τμήμα.

Ζητά από την ελληνική πλευρά να εξετάσει ευνοϊκά την επέκταση του δικαιώματος παρουσίασης, Ελλήνων μαθητών και μαθητών με δύο ιθαγένειες, του Γαλλο-ελληνικού λυκείου, στις «Πανελλήνιες allegés που αναγνωρίζεται στους Έλληνες μαθητές, που φοιτούν στο εξωτερικό.

Οι δύο πλευρές πρέπει να συγκροτήσουν το γρηγορότερο μία ομάδα εργασίας, η οποία θα αναλάβει να εξετάσει αυτές τις ερωτήσεις και να παρουσιάσει την έκθεση της στις αρμόδιες αρχές. Η ομάδα αυτή θα συνεδριάσει για 1η φορά πριν από την έναρξη της προσεχής σχολικής χρονιάς.

II. ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΣΤΗΝ ΑΝΩΤΑΤΗ ΕΚΠΑΙΔΕΥΣΗ

Α. ΣΥΜΦΩΝΙΕΣ ΚΑΙ ΑΝΤΑΛΛΑΓΕΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΩΝ

Άρθρο 9ο

Η γαλλική πλευρά είναι ευχαριστημένη από τις συνεχείς και αποτελεσματικές συναντήσεις, που έγιναν μεταξύ των ελληνικών και γαλλικών πανεπιστημίων. Σημειώνει, ότι από το 1989, έχουν επιτευχθεί 43 συμφωνίες μεταξύ των πανεπιστημίων εκ των οποίων οι 34 με Ιδρύματα Ανωτάτης Εκπαίδευσης, δηλαδή 28 νέες συμφωνίες από το 1989. Σημειώνει, με μεγάλο ενδιαφέρον, ότι τα 65 προγράμματα συνεργασίας μεταξύ των Πανεπιστημίων έγιναν μέσα στο πλαίσιο του προγράμματος ΕΡΑΣΜΟΣ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας. 33 προγράμματα καταρτήθηκαν από τα ελληνικά πανεπιστήμια και 32 προγράμματα καταρτήθηκαν από τα γαλλικά πανεπιστήμια.

Οι δύο πλευρές προτείνουν, για το 1993, να τεθούν στη διάθεση τους 6 πανεπιστημιακές αποστολές. Η γαλλική πλευρά θα στηρίζει πράξεις κοινών συμφερόντων: σεμινάρια γαλλικών ειδικοτήτων, διάλεξη για την ποίηση στο Πανεπιστήμιο της Θεσσαλονίκης, σεμινάριο για τη μετάφραση στο Πανεπιστήμιο της Κέρκυρας, σύσκεψη λεξικολογίας στην Αθήνα και τα Ιωάννινα. Οι δύο πλευρές θα συμφωνήσουν με τη διπλωματική οδό για τους όρους αυτής της ανταλλαγής.

6 υποτροφίες άσκησης θα χορηγηθούν από τη γαλλική πλευρά σε φοιτητές ή καθηγητές που επιθυμούν να ξεκινήσουν ή να συμπληρώσουν μία διδακτορική έρευνα.

Τα Πανεπιστήμια στα Ιωάννινα, στη Θράκη, στην Κρήτη και στην Πάτρα θα εφοδιαστούν με έγγραφα.

Η γαλλική πλευρά ευχαριστεί την ελληνική πλευρά, για τη θετική της στάση στον τομέα της πανεπιστημιακής πληροφορικής και τη βοήθεια που προσέφερε στην πραγματοποίηση του Πρώτου φοιτητικού Σαλονιού (Αθήνα, 28, 29 και 30 Νοεμβρίου 1992). Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες με τη δημόσια επιτυχία αυτής της εκδήλωσης.

Άρθρο 10ο

Η γαλλική πλευρά εύχεται να αξιοποιηθεί η εκπαίδευση των γαλλικών στις ειδικότητες. Υπενθυμίζει ότι από το 1989 5 σεμινάρια γαλλικών σε ειδικότητες, που ομαδοποίησαν διάφορα πανεπιστημιακά τμήματα (ιατρικής, παιδαγωγικής, επιστημών της εκπαίδευσης, οικονομικών και εμπορικών επιστημών, ξενοδοχειακά, διοίκησης) οργανώθηκαν σε συνεργασία με τα ελληνικά πανεπιστήμια. Εκφράζει την επιθυμία της αξιοποίησης με 2 μέτρα:

– τα γαλλικά των ειδικοτήτων να γίνουν υποχρεωτική ύλη επιλογής, που θα περιληφθεί στα γενικά εκπαιδευτικά προγράμματα των διαφόρων εκπαιδευτικών κλάδων.

– τη δημιουργία στα πανεπιστήμια της Αθήνας και της Θεσσαλονίκης μίας έδρας γαλλικών των ειδικοτήτων (ενισχυμένη επιλογή στα γαλλικά τμήματα).

Η ελληνική πλευρά πληροφορεί τη γαλλική, ότι λόγω της αρχής της αυτονομίας στα ελληνικά Πανεπιστήμια, θα ενημερώσει αυτά τα Πανεπιστήμια για τις εκφραζόμενες επιθυμίες της γαλλικής πλευράς.

Οι δύο πλευρές ενθαρρύνουν τη συμμετοχή των πανεπιστημίων και των σεμιναρίων για συσκέψεις, συνδιαλέξεις και συνέδρια... που οργανώνονται στα 2 κράτη.

ΑΝΑΓΝΩΡΙΣΗ ΤΩΝ ΔΙΠΛΩΜΑΤΩΝ

Άρθρο 11ο

Η γαλλική πλευρά εύχεται τα μαθήματα πανεπιστημιακού επιπέδου, που δημιουργήθηκαν από το Γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών, κατόπιν συνθήκης με τα γαλλικά πανεπιστήμια να αναγνωριστούν από την ελληνική πλευρά, ότι εκπληρώνουν τον παιδαγωγικό και πνευματικό σκοπό του Ιδρύματος, όπως απορρέει από τη μορφωτική γαλλοελληνική συμφωνία του 1938.

Η ελληνική πλευρά πληροφορεί τη γαλλική πλευρά, ότι σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 16 του Ελληνικού Συντάγματος μόνο τα νομικά πρόσωπα του δημόσιου ελληνικού δικαίου έχουν το δικαίωμα να προσφέρουν την εκπαίδευση σε πανεπιστημιακό επίπεδο.

Η ελληνική πλευρά εκφράζει την επιθυμία, ότι το δίπλωμα του «ΠΤΥΧΙΟΥ» της γαλλικής γλώσσας, που χορηγείται από τα ελληνικά πανεπιστήμια να αναγνωριστεί ότι είναι επιπέδου «MAITRISE» ώστε οι τιτλούχοι αυτού του «ΠΤΥΧΙΟΥ», που επιθυμούν να συνεχίσουν τις σπουδές του D.E.A. (ΔΙΠΛΩΜΑ ΕΜΠΕΡΙΣΤΑΤΩΜΕΝΩΝ ΣΠΟΥΔΩΝ) ή του Διδακτορικού στη Γαλλία να μην είναι υποχρεωμένοι να αφιερώνουν ακόμα μία χρονιά σπουδών για την απόκτηση της MAITRISE.

Οι δύο πλευρές εκφράζουν την επιθυμία, μέσα στο πλαίσιο της ενδυνάμωσης της Ευρώπης και της προσέγγισης των νομοθεσιών, να διευκολυνθούν οι διαδικασίες, που οδηγούν, βάση της αυτονομίας των Ανωτάτων Ιδρυμάτων της Εκπαίδευσης, στην αμοιβαία αναγνώριση των τίτλων.

IV. ΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ ΚΑΙ ΤΕΧΝΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Άρθρο 12ο

Οι δύο πλευρές σημειώνουν με ικανοποίηση τα Πρακτικά των τριών μικτών Επιτροπών επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας, που έγιναν στο Παρίσι, στις 6 και 7 Δεκεμβρίου 1990, στην Αθήνα, στις 25 και 26 Νοεμβρίου 1991 και στη Grenoble στις 12 και 13 Νοεμβρίου 1992.

Είναι ευχαριστημένες με τη σημαντική ανάπτυξη των επιστημονικών και τεχνικών σχέσεων μεταξύ της Γαλλίας και της Ελλάδας κατά τη διάρκεια των τελευταίων ετών

(βλ. επισυν. «Κράτος της γαλλο-ελληνικής επιστημονικής συνεργασίας, Ισολογισμός και Προοπτικές»).

Αυτή η ανάπτυξη είναι το έργο, κυρίων, των θεσμών της έρευνας και των Πανεπιστημίων και ενδυναμώνεται από τις κοινές συμμετοχές στα προγράμματα Έρευνας και Ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Κοινότητας.

Άρθρο 13ο

Αξίζει να τονισθούν τα κοινά προγράμματα έρευνας στους τομείς, που έχει δοθεί προτεραιότητα: Πληροφορική, Μικροηλεκτρική και τεχνολογίες της πληροφορικής, Νέα Συνθετικά Υλικά, Ενέργεια, Τεχνολογίες του περιβάλλοντος, Βιολογία και Βιοκλιματολογία, Ιατρική, Αγροτροφοδοτικές Τεχνολογίες, Επιστήμες της τεχνολογίας της θάλασσας, της γης και του διαστήματος, Βιομηχανικές Τεχνολογίες, Ανθρωπιστικές και κοινωνικές Επιστήμες.

Η συνεργασία μπορεί εξίσου να επιτευχθεί ή να αναπτυχθεί, σαν ανάγκη, και σε άλλους τομείς αμοιβαίου ενδιαφέροντος.

Ο σκοπός που προσδιορίζεται από τις δύο πλευρές είναι να προετοιμαστεί ένας αυξημένος αριθμός γαλλο-ελληνικών ομάδων για να συμμετέχουν στα ανταγωνιστικά προγράμματα Έρευνας και Ανάπτυξης της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, να εισαχθούν ή να ενδυναμωθούν δίκτυα ευρωπαϊκών εργαστηρίων.

Άρθρο 14ο

Οι δύο πλευρές συμφωνούν να υποστηρίξουν την άμεση συνεργασία μεταξύ των ανώτατων Ιδρυμάτων των 2 κρατών ανάλογα με την υπάρχουσα νομοθεσία σε κάθε κράτος.

Οι δύο πλευρές προσδιορίζουν τα μέσα της συνεργασίας (αποστολές, παραμονές σπουδών υψηλού επιπέδου, υποτροφίες σπουδών, ή εξασκήσεις) βάση των σχεδίων προτεραιότητας του ετήσιου προγράμματος επιστημονικής και τεχνολογικής συνεργασίας – τόσο στον τομέα των ακριβών επιστημών, όσο και σε αυτό των κοινωνικών και ανθρωπιστικών επιστημών.

Άρθρο 15ο

Η ελληνική πλευρά προσδιορίζει, ότι το Ελληνικό Υπουργείο της Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων χορηγεί στη γαλλική πλευρά υποτροφίες 10 μηνών η καθεμία για σπουδές 3ου κύκλου ή ερευνών.

Ζητά από τη γαλλική πλευρά να χορηγήσει στην ελληνική πλευρά 10 υποτροφίες, που δεν συνδέονται με τα ολοκληρωμένα προγράμματα επιστημονικής συνεργασίας, για σπουδές 3ου κύκλου ή ερευνών.

Η γαλλική πλευρά ευχαριστεί την ελληνική γι' αυτή την πληροφορία και αναγγέλει, ότι θα χορηγήσει στην ελληνική πλευρά υποτροφίες stages (εξάσκησης), υποτροφίες μεταδιδακτορικού καθώς και θέσεις περιοδικής υποδοχής ερευνητών και καθηγητών – ερευνητών, στο πλαίσιο των προγραμμάτων διεθνούς συνεργασίας των σχετικών γαλλικών Υπουργείων, των Κέντρων και Ινστιτούτων Έρευνας. (βλ. επισυναπτ. «Κράτος επιστημονικής και γαλλο-ελληνικής τεχνικής συνεργασίας, Ισολογισμός και προοπτικές»).

Άρθρο 16ο

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες με την ανάπτυξη του αμφίπλευρου προγράμματος επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας, με το όνομα ΠΛΑΤΩΝ.

Οι δύο πλευρές προτείνουν, να επιλέξουν ορισμένα σχέδια γαλλο–ελληνικής επιστημονικής συνεργασίας σε στρατηγικούς τομείς, ώστε να τα ενδυναμώσουν με τη βοήθεια υποτροφιών εξάσκησης διάρκειας 2 έως 4 μηνών.

Η γαλλική πλευρά προσφέρει επίσης ορισμένες υποτροφίες εξάσκησης διάρκειας 2 έως 4 μηνών σε Έλληνες διδάκτορες για να δελεάσουν την πολιτική της συγκηδεμονίας των διδακτορικών διατριβών.

Η γαλλική πλευρά θα προσπαθήσει να διευκολύνει την ειδίκευση, στο Ινστιτούτο Pasteur των Παρισίων, των ερευνητών του Ελληνικού Ινστιτούτο Pasteur για τη χρήση νέου εξοπλισμού και για την εκμάθηση μοντέρνων διαγνωστικών μεθόδων.

Οι δύο πλευρές υποστηρίζουν το πρόγραμμα συμφωνίας για συνεργασία που προετοιμάζεται μεταξύ της Επιστημονικής Υπηρεσίας του Πρεσβευτή της Γαλλίας στην Αθήνα, το Ινστιτούτο «ΔΗΜΟΚΡΙΤΟΣ» και το Τεχνολογικό Πάρκο της Αττικής στον τομέα της επιστημονικής και τεχνικής μόρφωσης.

Είναι ικανοποιημένοι με τη δημιουργία μίας αίθουσας multimedia στους χώρους της Επιστημονικής Υπηρεσίας της Γαλλικής Πρεσβείας στην Αθήνα. Ανοικτή στο κοινό, η αίθουσα αυτή θα επιτρέπει την πρόσβαση σε πληροφορίες, σε γαλλικά εργαστήρια και στις παραγωγές σε τομείς της δημοσίευσης, του βίντεο, των τραπεζών εικόνων, τραπεζών δεδομένων télématiques, CD–Rom κ.λπ.....

Άρθρο 17ο

Σύμφωνα με τη συμφωνία του 1960, η XVII συνεδρίαση της μικτής Επιτροπής της επιστημονικής και τεχνικής συνεργασίας θα γίνει στην Ελλάδα τον Οκτώβριο του 1993. Ο ακριβής τόπος της συνεδρίασης θα αποφασιστεί δια της διπλωματικής οδού.

V. ΜΟΡΦΩΤΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ

Α. ΙΔΡΥΜΑ ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΜΟΡΦΩΣΗ

Άρθρο 18ο

Μετά από τη θερμή υποδοχή, που επιφυλάχθηκε, στις προηγούμενες συνεδριάσεις, από τη γαλλική πλευρά προς την ελληνική, για το σχέδιο δημιουργίας Ελληνικού Πολιτιστικού Κέντρου στο Παρίσι, η τελευταία ενημερώνει τη γαλλική πλευρά ότι το Ίδρυμα Ελληνικού Πολιτισμού είναι ένας μη κερδοσκοπικός οργανισμός, που ιδρύθηκε τον Ιούνιο του 1992, ελεγχόμενο από το Ελληνικό Υπουργείο Εξωτερικών, υπό τη υψηλή εποπτεία του Προέδρου της Ελληνικής Δημοκρατίας, αποφάσισε να εγκαταστήσει από το Νοέμβριο του 1992 το πρώτο του παράρτημα στο εξωτερικό, στη γαλλική πρωτεύουσα.

Με αυτή την ευκαιρία, η ελληνική πλευρά ζητά από τη γαλλική να επιβεβαιώσει, ότι είναι διατεθημένη να παραχωρήσει όλες τις δυνατές ευκολίες για να επιτρέψει στο παραπάνω παράρτημα να λειτουργήσει με τρόπο ανάλογο με αυτό του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών (συμπεριλαμβανομένου και του νομικού καταστατικού, που αυτό επωφελείται).

Η ελληνική πλευρά επαναλαμβάνει στη γαλλική πλευρά την αίτηση της να παραχωρηθεί για αυτό το σκοπό ένας χώρος στο Ίδρυμα Ελληνικού Πολιτισμού, του οποίου οι δραστηριότητες θα είναι ανάλογες με του παραπάνω παραρτήματος.

Η γαλλική πλευρά συγχαίρει την ελληνική πλευρά για τη

δημουργία στο Παρίσι του 1ου Παραρτήματος του Ιδρύματος Ελληνικού Πολιτισμού και θα προσπαθήσει να το υποστηρίξει. Θα εξετάσει με τις αρμόδιες αρχές (Δημαρχείο των Παρισίων) τα απαραίτητα μέτρα για την ανάπτυξη του Ιδρύματος Ελληνικού Πολιτισμού και τη λύση των νομικών προβλημάτων και των προβλημάτων, που αφορούν την ακίνητη περιουσία του.

Β. ΓΑΛΛΙΚΟ ΙΝΣΤΙΤΟΥΤΟ ΑΘΗΝΩΝ ΚΑΙ ΤΑ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΑ ΤΟΥ

Άρθρο 19ο

Η γαλλική πλευρά υπενθυμίζει ότι το Γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών και τα παραρτήματά του, αποτελούν ένα μορφωτικό και παιδαγωγικό μη κερδοσκοπικό Ίδρυμα, που καλύπτεται από τη μορφωτική γαλλο-ελληνική Συνθήκη του 1938.

Η ελληνική πλευρά επιβεβαιώνει τη δέσμευσή της, ότι σε αυτό το Ινστιτούτο, θα ισχύει το ίδιο καθεστώς με αυτό του πιο ευνοημένου ξένου Ινστιτούτου.

Άρθρο 20ο

Η γαλλική πλευρά ενημερώνει την ελληνική για τη τροποποίηση της εξέτασης του Πιστοποιητικού της Γαλλικής Γλώσσας (1ο δίπλωμα του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών).

Εις το εξής, η εξέταση αποτελείται από 4 ενότητες κεφαλαίων και αντιστοιχεί στο 1ο βαθμό του Διπλώματος Σπουδών Γαλλικής Γλώσσας, που δημιουργήθηκε το 1985 από το Γαλλικό Υπουργείο Εθνικής Παιδείας.

Η ελληνική πλευρά εκφράζει την ανησυχία της γιατί η παραπάνω τροποποίηση υποχρεώνει τους φοιτητές να πληρώσουν ένα ποσό χρημάτων λίγο μεγαλύτερο, απ' ότι στο παρελθόν. Εξ' άλλου η νέα διαδικασία είναι πολύ κοπιαστική για τους φοιτητές λόγω των πολλών εξετάσεων, που τους επιβλήθηκαν.

Απαντώντας στην εκφραζόμενη ανησυχία της ελληνικής πλευράς, η γαλλική πλευρά υπογραμμίζει ότι το DELF, 1ου βαθμού (αποτελείται από 4 ενότητες κεφαλαίων, ταξινομημένες στο χρόνο) προσαρμόζοντας τις γλωσσικές ικανότητες με τη πρακτική, επιτρέπει στους κατόχους να πάρουν συγχρόνως δύο διπλώματα, το C.L.F. (Πιστοποιητικό Γαλλικής Γλώσσας του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών) και το D.E.L.F. 1ου βαθμού. Η εθνική και η διεθνής αναγνώριση δίνει στους μαθητές καλλίτερες προοπτικές για τις γαλλικές σπουδές τους.

Άρθρο 21ο

Η γαλλική πλευρά προτείνει μία αμφίπλευρη σκέψη στο περιεχόμενο της επιμόρφωσης και το επίπεδο των διπλωμάτων που επιτρέπουν την απόκτηση της ΕΠΑΡΚΕΙΑΣ.

Οι δύο πλευρές πρέπει να ακολουθήσουν με ανεπίσημο και γρήγορο τρόπο τις ανταλλαγές πληροφοριών και απόψεων στο θέμα αυτό.

Γ. ΒΙΒΛΙΟ, ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ ΚΑΙ ΕΚΔΟΣΗ

Άρθρο 22ο

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες με τη ζωτικότητα αυτού του τομέα και υπενθυμίζουν την σπουδαιότητα και τον αριθμό των εκδηλώσεων, των τελευταίων ετών στις δύο χώρες:
συνδιαλέξεις, διαλέξεις συγγραφέων, εκθέσεις έργων, προσκλήσεις προσωπικοτήτων, που ανήκουν στο λογοτεχνικό και εκδοτικό χώρο και διάφορες δημοσιεύσεις.

Υπογραμμίζουν για μία ακόμα φορά τον καθοριστικό ρόλο που έχει το Κέντρο Λογοτεχνικής Μετάφρασης του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών, του οποίου οι δραστηριότητες επεκτάθηκαν και διαφοροποιήθηκαν.

Υπενθυμίζει εξάλλου ότι αυτή η εξαιρετική επιτυχία στηρίζεται στην χρηματοοικονομική δέσμευση των δύο πλευρών, η οποία πρέπει να διατηρηθεί.

Οι δύο πλευρές θα προσπαθήσουν να αναπτύξουν μία κοινή πράξη στα ευρωπαϊκά δικαστήρια, αρμόδια ως προς το περιεχόμενο.

Άρθρο 23ο

Οι δύο πλευρές πρέπει να προβούν, όπως και στο παρελθόν, στην κανονική ανταλλαγή προσωπικοτήτων του λογοτεχνικού και εκδοτικού χώρου (Σαλόνι βιβλίου Παρισίων, Σύνοδοι λογοτεχνικής μετάφρασης στη Arles ή και ακόμα συνδιασκέψεις και συνδιαλέξεις τόσο στη Γαλλία όσο και στην Ελλάδα, κυριώς στο Γαλλικό Ινστιτούτο).

Άρθρο 24ο

Η γαλλική πλευρά αναφέρει ότι θα χορηγεί κάθε χρόνο πολλές υποτροφίες σε Έλληνες και Γάλλους μεταφραστές.

– 3 υποτροφίες των 2 μηνών σε έναν Έλληνα μεταφραστή (μία θα χορηγηθούν από το Υπουργείο Γαλλικής Μόρφωσης, και 2 άλλες θα χορηγηθούν από το Κέντρο Λογοτεχνικής Μετάφρασης.

– 1 υποτροφία των 2 μηνών, χορηγείται από το Κέντρο Λογοτεχνικής Μετάφρασης σε ένα Γάλλο μεταφραστή (π.χ. το 1992, στον ποιητή Dominique GRANDMONT για τη μετάφραση των ποιημάτων του ΚΑΒΑΦΗ, τα οποία η I.F.A. έκδοσε με το Gallimard).

Υπενθυμίζει εξάλλου τη σημαντική βοήθεια των δημοσίων αρχών (διεύθυνση του Βιβλίου, Ανάγνωσης και Εθνικό Κέντρο του Βιβλίου) στη μετάφραση έργων, που ανήκουν σε διάφορους χώρους. Η γαλλική πλευρά υπογραμμίζει τη δημιουργία ενός προγράμματος βοήθειας για τη δημοσίευση (PAP), που προορίζεται στην ενδυμάτωση των επαγγελματικών σχέσεων μεταξύ των εκδοτών των 2 χωρών και στην αναγνώριση Γάλλων δημιουργών, της λογοτεχνίας και των ανθρωπιστικών επιστημών..... κυρίως του XXου αιώνα. Μία πιο ακριβής πληροφορία θα κοινοποιηθεί στην ελληνική πλευρά για αυτό το πρόγραμμα.

Άρθρο 25ο

Η γαλλική πλευρά εκφράζει εκ νέου την επιθυμία της για να πραγματοποιηθεί μία πράξη επιστροφής ίδιας φύσεως με τις «Όμορφες Αλλοδαπές» (το οποίο το 1990, πρόσφερε σημαντικά στη Γαλλία στην αναγνώριση των σύγχρονων Ελλήνων συγγραφέων). Η εκδήλωση αυτή ήταν αφιέρωμα στην Ελλάδα, στην παρουσίαση της σύγχρονης γαλλικής λογοτεχνίας και θα μπορούσε να γινόταν σε συνεργασία με το Γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών.

Η ελληνική πλευρά εκφράζει την πρόθεσή της, να ευνοήσει, μέσα στα μέτρα του δυνατού, την πραγματοποίηση αυτής της ευχής.

Άρθρο 26ο

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες με το σχέδιο της κοινής συνδιάλεξης, που το Ελληνικό Υπουργείο Παιδείας, το Πάντειο Πανεπιστήμιο και το Γαλλικό Ινστιτούτο

Αθηνών, προτείνουν να οργανώσουν μαζί το φθινόπωρο για τα σύγχρονα ρεύματα των ανθρωπιστικών σπουδών στα δύο κράτη.

Προτείνουν αυτό το τύπο της συνεργασίας και σημειώνουν το ενεργό ενδιαφέρον της γαλικής πλευράς, για τις οργανωμένες συνταντήσεις στο Ευρωπαϊκό Πολιτιστικό Κέντρο των Δελφών.

Η ελληνική πλευρά προτείνει την οργάνωση ενός «κοινού συμποσίου» στην Ελλάδα για το βιομηχανικό πολιτισμό και την βιομηχανική αρχαιολογία. Εκφράζει την επιθυμία ώστε το γαλλικό Μουσείο «Le Creusot-Montceau-Les Mines», που ιδρύθηκε στη Bourgogne να συμμετάσχει στο γαλλικό συμπόσιο.

Η γαλλική πλευρά θα μεταφέρει αυτή την ευχή στις σχετικές αρχές.

Άρθρο 27ο

Η γαλλικη πλευρά πληροφορεί την ελληνική πλευρά για το Ίδρυμα, στις εκδόσεις Actes-Sud, της σειράς «Μοντέρνα Γράμματα», που διευθύνεται από το Διευθυντή του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών και την Υπεύθυνη του Κέντρου Λογοτεχνικής Μετάφρασης. Μέχρι σήμερα, 7 τίτλοι έχουν εμφανιστεί από το Γαλλικό Ινστιτούτο και τις Actes-Sud (Αργώ, Υψικάμινος του Αντρέα ΕΜΠΕΙΡΙΚΟΥ, το μύνημα του Φίλιππου ΔΡΑΚΟΔΑΙΔΗ, Η ζωή της Ismael Ferik Pacha, της Ρέας ΓΑΛΑΝΑΚΗ, Το απόλυτο τοπίο του Τ. Θεοδωρόπουλου, Η Πάπισσα Ιωάννα, του Εμμανουήλ ΠΟΙΗΔΗ, Ο χρυσός των τρελλών, της Μάρω Δούκας).

Το γαλλικό Ινστιτούτο εξάλλου, έχει την πρόθεση να συνεχίσει αυτή τη δραστηριότητα της μετάφρασης και την έκδοση προς ώφελος των ελληνικών σύγχρονων γραμμάτων, σε συνεργασία και με άλλους εκδότες.

Ενημερώνει την ελληνική πλευρά ότι έχει επανεκδόσει κατόπιν αιτήσεως της Εταιρείας των Ελλήνων εκδοτών, που εύχεται να το διανέμει στο Διεθνές Σαλόνι του Βιβλίου της Γενεύης, το έργο «Η Ελλάδα και τα βιβλία», ευρετήριο των μεταφρασμένων έργων στα γαλλικά και των βιβλίων, που αφορούν την Ελλάδα.

Οι δύο πλευρές διαπιστώνουν με ικανοποίηση την επανάκτηση του ενδιαφέροντος για την ελληνική σύγχρονη λογοτεχνία στη Γαλλία.

Δ. ΘΕΑΤΡΟ

Άρθρο 28ο

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να ευνοήσουν τις ανταλλαγές στο θέατρο.

Η γαλλική πλευρά, δημιούργησε στα πλαίσια του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών και του Κέντρου Λογοτεχνικής Μετάφρασης, ένα ατελιέ, που προορίζεται για τη μετάφραση των κειμένων των 2 ευρετηρίων, που κρατείται από τους σκηνοθέτες και τους δίγλωσσους μεταφραστές, ώστε να ευνοηθεί η μετάδοση και το μοντάζ θεαμάτων και στις 2 χώρες.

Προτείνει να οργανώσει συχνές ανταλλαγές μεταξύ των μεγάλων εθνικών θεάτρων, που θα περιλαμβάνει:

- επαγγελματικά stages. Κυρίως θέλει να οργανώσει το 1994 ένα stage, με το σκηνοθέτη Ιωάννη ΚΟΚΚΟ.
- η αμοιβαία υποδοχή ομάδων των μεγάλων εθνικών θεάτρων (του Εθνικού Θεάτρου της Ελλάδας και του Μεγάρου Μουσικής με τα Εθνικά Γαλλικά θέατρα και κυρίως η Γαλλική Κωμωδία.

Η γαλλική πλευρά χορηγεί εξάλλου μία τεχνική ετήσια υποτροφία υψηλού επιπέδου σε ένα νέο επαγγελματία.

Ε. ΠΛΑΣΤΙΚΕΣ ΤΕΧΝΕΣ

Άρθρο 29ο

Οι δύο πλευρές υπενθυμίζουν, ότι κατόπιν προτάσεως του Υπουργού των Εξωτερικών, του γαλλικού Υπουργείου Παιδείας και των Γαλλόφωνων και μαζί με την υποστήριξη του Ελληνικού Υπουργείου Παιδείας, πολλές οργανωμένες εκθέσεις, αφιερωμένες στην φωτογραφία με τον τίτλο: «Συλλογές - Συλλέκτες» (Οι όμηροι της Φωτογραφίας), πραγματοποιήθηκαν στην Αθήνα, από το μήνα του Μαΐου 1993, στην Εθνική Πινακοθήκη, στο Γαλλικό Ινστιτούτο Αθηνών και σε 6 αίθουσες εκθέσεων της πόλης.

Οι δύο πλευρές, στο πλαίσιο των νέων κοινοτικών κανονισμών, προσπαθούν να ευνοήσουν τις ανταλλαγές μεταξύ των επαγγελματίων, των καλλιτεχνών, των σχολείων και των αιθουσών Τέχνης.

Οι δύο πλευρές συμφώνησαν να συνεισφέρουν για να διευκολύνουν την είσοδο και την έξοδο, μέσα στις 2 χώρες, των μορφωτικών στοιχείων, που προορίζονται για να εκτεθούν παροδικά στους δημόσιους χώρους.

Η γαλλική πλευρά, που εκθέτει, προς μελέτη, το 1993, μία μεγάλη σύγχρονη έκθεση τέχνης, που διοργανώνεται από το C.N.A.C. της Grenoble («Le Magasin»), με το Υπουργείο Εξωτερικών (AFAA) και το Υπουργείο Παιδείας και Γαλλόφωνων, συγκεντρώνει καλλιτέχνες και αρχιτέκτονες των 2 χωρών, επιθυμεί την ενεργή υποστήριξη της ελληνικής πλευράς. Με τον προσωρινό τίτλο 70/80/90 «Techné et métis» η έκθεση αυτή θα γίνει τον Μάιο-Απρίλιο 94 στην Αθήνα, το φθινόπωρο στη Θεσσαλονίκη και την άνοιξη στη Grenoble.

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί τη συνεργασία της γαλλικής πλευράς για την παρουσίαση στην Εθνική Πινακοθήκη για την έκθεση «ΑΦΙΕΡΩΜΑ ΣΤΟ TERIADE».

Η γαλλική πλευρά σημειώνει αυτή την επιθυμία και προσπαθεί να συνεργαστεί με την ελληνική πλευρά στα πλαίσια του δυνατού.

Η γαλλική πλευρά υπενθυμίζει, ότι χορηγεί υποτροφία σπουδών 12 μηνών στους Έλληνες καλλιτέχνες.

Η ελληνική πλευρά θα επιθυμούσε τη χορήγηση μίας υποτροφίας στο χώρο διατήρησης étoffes (στόφα, ύφασμα), (αντικείμενα παραδοσιακής φολκλορικής τέχνης).

Η γαλλική πλευρά θα δώσει πληροφορίες για τους διάφορους εξαιρούμενους τύπους εκπαίδευσης της χώρας της για το αντικείμενο, ώστε να διευκολύνει την επιλογή της ελληνικής πλευράς.

Η γαλλική πλευρά πληροφορεί την ελληνική για την εγκαινίαση με τη δημόσιας παραγγελίας προς τον γλύπτη ΤΑΚΗ, για την αργυρόχρου δεξαμενή στη Beauvais καθώς και για την έκθεση που θα αφιερωθεί στο έργο αυτού του καλλιτέχνη στην Galerie Nationale du Jeu de Paume, στο Παρίσι, από τις 7 Ιουλίου έως τις 17 Οκτωβρίου 1993.

Ζ. ΜΟΥΣΙΚΗ ΚΑΙ ΧΟΡΟΣ

Άρθρο 30

Μουσική

Η γαλλική πλευρά ζητά την ενίσχυση της συνεργασίας σε ότι αφορά τη μόρφωση των νέων διερμηνέων, κυρίως με τα οργανωμένα stages από την Ορχήστρα των Νέων της Μεσογείου, τόσο στην Ελλάδα όσο και στην Γαλλία.

Η ποιότητα και γοητεία των εκπαιδευτών maîtres, θα

πρέπει να επιμείνει στην πραγματοποίηση κονσέρτων στο πλαίσιο των βελτιωμένων δομών στην Ελλάδα.

Επιθυμεί εξίσου σε μία περαιτέρω ανάπτυξη προετοιμασμένης και αρμονικής συνεργασίας με το Μέγαρο Μουσικής, το οποίο συγχαίρει για την επιτυχία.

Η γαλλική πλευρά θέλει να οργανώσει στα πλαίσια των δραστηριοτήτων του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών, ένα διεθνή Οργανισμό Γαλλικής Μουσικής, που θα προορίζεται στους σολίστες (μονωδούς) ερμηνευτές και στις εκπαιδεύσεις των chambres legéres. Εύχεται την ενεργή συμμετοχή της ελληνικής πλευράς.

Υπενθυμίζει ότι, επί του παρόντος, χορηγεί μία υποτροφία σπουδών 12 μηνών σε νέους Έλληνες ερμηνευτές.

Άρθρο 31ο

Χορός

Η γαλλική πλευρά, η οποία οργάνωσε στην Ελλάδα το 1990 και 1992 περιοδίες μπαλλέτων σύγχρονου χορού (Compagnies BRUMACHON, Plaisir d'Offrir) και μπαλλέτων χορού Baroque (Ris et Danceries) εύχεται να αναπτυχθούν αυτές οι ανταλλαγές με την ενεργή βοήθεια και της ελληνικής πλευράς.

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες με την συνεργασία του Μεγάρου Μουσικής και της Σχολής Χορού της Όπερας των Παρισίων.

Η ελληνική πλευρά εκφράζει την επιθυμία, της χορήγησης μίας υποτροφίας 12 μηνών στο χώρο του χορού.

Ζ. ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗ ΚΛΗΡΟΝΟΜΙΑ

Άρθρο 32ο

Τα δύο κράτη είναι ευχαριστημένα με την συμφωνία, που έγινε μεταξύ του Ελληνικού Υπουργείου Παιδείας αφ'ενός και της Ακαδημίας Καλών Τεχνών, Ινστιτούτο Γαλλίας αφ' ετέρου, σε θέματα καλλιτεχνικών εκδηλώσεων, που θα περιλαμβάνουν έργα των μελών της Ακαδημίας Καλών Τεχνών, που έχουν συνεισφέρει, κατά τα 3 τελευταία χρόνια, στην ανάπτυξη της ζωγραφικής, της γλυπτικής, της gravure, της αρχιτεκτονικής και της μουσικής. Οι εκδηλώσεις αυτές θα γίνουν στην Αθήνα, το Μάιο του 1995 με την ευκαιρία των 200 ετών του Γαλλικού Ινστιτούτου. Με την ευκαιρία το Ελληνικό Υπουργιέο Παιδείας θα συνεισφέρει ουσιαστικά. Από τη πλευρά της, η Ακαδημία των Καλών Τεχνών δήλωσε την πρόθεσή της, να οργανώσει, με τη συνεργασία μίας Επιτροπής, που θα βρίσκεται στην Αθήνα και θα προεδρεύεται από ένα ξένο μέλος της Ακαδημίας Καλών Τεχνών, τον Ηλία ΛΑΛΑΟΥΝΗ, τις κατάλληλες εκδηλώσεις.

Άρθρο 33ο

Σε ότι αφορά την προστασία της κληρονομιάς, απογραφές, αρχεία, μουσεία, η γαλλική πλευρά προτείνει κυρίως να μελετηθεί η Ένωση ενός ή περισσοτέρων ελληνικών οργανισμών στα πλαίσια του ευρωπαικού σχεδίου έρευνας και ανάπτυξης NARCISSE. Ο σκοπός του είναι η πραγματοποίηση ενός πρωτότυπου τράπεζας επιστημονικών εικόνων υψηλών προδιαγραφών, που θα ελέγχεται από μία βάση δεδομένων, ανάλογα με το κείμενο των διαφόρων γλωσσών (προς το παρόν, στα γερμανικά, στα γαλλικά, στα ιταλικά και στα πορταγαλλικά).

Αυτός ο συναιτερισμός (consortium), που θα λειτουργεί βάση δικτύου και θα είναι συνδεδεμένο με το Εργαστήριο της Έρευνας των Μουσείων της Γαλλίας (Παρίσι), τα Εθνικά Αρχεία της Λισσαβώνας, Rathgenforschung Laboratorium του Βερολίνου και την τράπεζα δεδομένων της Ελβετικής πολιτιστικής κληρονομιάς της Βέρνης, υποστηρίζεται από την Ευρωπαική κοινότητα.

Η γαλλική πλευρά είνα διατεθειμένη να αναλάβει να στείλει έναν ειδικό για να πληροφορήσει τους αρμόδιους στην Ελλάδα.

Η ελληνική πλευρά σημειώνει τις εκφραζόμενες ευχές της γαλλικής πλευράς και θα τις μεταβιβάσει στους αρμόδιους ώστε να εξεταστούν ευνοικά.

Η γαλλική πλευρά εύχεται την ανάπτυξη των σχέσεων μεταξύ των Γενικών Αρχείων του ελληνικού κράτους και της Διεύθυνσης των Αρχείων του γαλλικού Υπουργείου Παιδείας και Γαλλόφωνων, κυρίως για ότι αφορά την εκπαίδευση της πραγματογνωμοσύνης.

Η γαλλική πλευρά μαζί με την Εθνική Βιβλιοθήκη των Παρισίων επιθυμεί την ενδυνάμωση των ανταλλαγών με την Εθνική Βιβλιοθήκη των Αθηνών και την ανάπτυξη σχέσεων με την Ακαδημία, την Εθνική Τράπεζα Ελλάδας, το Εθνικό Κέντρο των Κοινωνικών Ερευνών της Αθήνας και με την Βιβλιοθήκη του Πανεπιστημίου της Θεσσαλονίκης.

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί να χορηγηθεί μία υποτροφία 2 μηνών ή σε έναν Έλληνα αρχαιολόγο, ειδικευμένο στη βυζαντινή τέχνη για μία έρευνα μικρής διάρκειας στο C.N.R.S.

Η γαλλική πλευρά θα προσπαθήσει να απαντήσει θετικά σε αυτή την πρόταση.

Η ελληνική πλευρά θα επιθυμούσε τη συνεργασία με τη γαλλική πλευρά για να καταπολεμήσει το λαθρεμπόριο στο χώρο των έργων τέχνης και των αντικειμένων σημαντικής αρχαιολογικής και ιστορικής σημασίας.

Η ελληνική πλευρά εύχεται τη συνεργασία της γαλλικής πλευράς για τον επαναπατρισμό έργων τέχνης, τα οποία κλάπηκαν ή εξήχθησαν παράνομα, από τη μία χώρα στην άλλη.

Η γαλλική πλευρά επιβεβαιώνει την ελληνική για την υποστήριξη της και υπογραμμίζει, ότι αυτή η συνεργασία για τη προφύλαξη της κληρονομιάς και του αγώνα κατά του εμπορίου έργων τέχνης γίνεται εντός του ευρωπαϊκού πλαισίου και έγινε αντικείμενο συστάσεων.

Η. ΣΙΝΕΜΑ

Άρθρο 34ο

Οι δύο πλευρές διαπιστώνουν μία ανάπτυξη της συνεργασίας τους στο κινηματογραφικό χώρο και είναι ευχαριστημένοι. Έτσι, η Ελλάδα και η Γαλλία έχουν στενά συνεργαστεί με την οργάνωση πολλών φεστιβάλ.

Τόσο στην Ελλάδα:

- Σινεμά και Πραγματικότητα (σινεμά documentaire) η ΙΦΑ, με την Γραμματεία του Κράτους της Συνεχής Επιμόρφωσης.
- Δράμα (μικρού μήκους).
- Διεθνές Φεστιβάλ της Θεσσαλονίκης.
- Πανόραμα του Ευρωπαϊκού Σινεμά.

Όσο και στη Γαλλία:

- Φεστιβάλ Καννών.
- Διεθνές Φεστιβάλ Μεσογειακού Σινεμά του Montepellier, αφιερωμένο στο ελληνικό κινηματογράφο.
- Μεσογειακό Σπίτι Εικόνας στη Μασσαλία, αφιερωμένο στον ελληνικό κινηματογράφο το Φεβρουάριο του 1992.

Οι δύο πλευρές επιθυμούν να συνεχίσουν τη συνεργασία με τις ίδιες δομές, με την παραγωγή σημαντικών σχεδίων:

– Ciné–Cités («Αθήνα, στην αναζήτηση της χαμένης πόλης») σε συνεργασία με το Κέντρο του Ελληνικού Σινεμά Cinémathèeque Ελλάδας, Δήμος Αθηναίων.

– Δημιουργία ενός ευρωπαϊκού ciné–club ανοικτού με σύγχρονες παραγωγές.

Και με την ανάπτυξη των συμπαραγωγών, και των δομών μετάδοσης.

Η γαλλική πλευρά, εύχεται να αναπτυχθούν οι σχέσεις μεταξύ των επαγγελματιών, ώστε να διευθετηθεί καλλίτερα ο κανονισμός, κυρίως σε θέματα δικαίου και να οργανωθούν καλλίτερα τα κυκλώματα μετάδοσης και συμπαραγωγής και θα προσπαθήσει να διευκολύνει τις σχέσεις μεταξύ των επαγγελματιών των 2 χωρών.

Η γαλλική πλευρά θα συμμετάσχει πρόθυμα στη γιορτή των 100 χρόνων από τη γέννηση του κινηματογράφου, αν η ελληνική πλευρά δεχτεί να το οργανώσει.

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί τη χορήγηση 2 υποτροφιών διάρκειας 3 και 4 μηνών από τη γαλλική πλευρά, σε Έλληνες σκηνοθέτες, ώστε να γνωρίσουν από κοντά τις μεθόδους εργασίας γνωστών σκηνοθετών.

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί από τη γαλλική πλευρά τη χορήγηση 2 υποτροφιών, κατόπιν διαγωνισμού: 1 υποτροφία για το F.E.M.I.S. και 1 υποτροφία για τη Σχολή Vaugirard.

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί τη συνέχιση της συνεργασίας με τη Γαλλική Cinémathèque και την ανταλλαγή ενός ή δύο ειδικών με σκοπό την οργάνωση κινηματογραφικών Αρχείων στην Ελλάδα.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει τις ευχές της ελληνικής πλευράς και προσπαθεί με τον κατάλληλο τρόπο να ευνοήσει τις ανταλλαγές στο χώρο του κινηματογράφου, συμπεριλαμβανομένων και των νέων επαγγελματιών.

V. ΡΑΔΙΟ – ΤΗΛΕΟΡΑΣΗ ΔΗΜΟΣΙΟΓΡΑΦΙΑ – ΤΥΠΟΣ

Α. ΡΑΔΙΟ

Άρθρο 35ο

Η γαλλική πλευρά ενημερώνει τη ελληνική, ότι είναι διατεθειμένη, να ανανεώσει τις επιμορφωτικές πράξεις των επαγγελματιών με την οργάνωση ενός stage, αφιερωμένο στην παραγωγή ραδιοφωνικών εκπομπών.

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες με αυτή τη συνεργασία και εύχονται να συνεχιστεί.

Άρθρο 36ο

Η γαλλική πλευρά ενημερώνει την ελληνική πλευρά για την κατάθεση αίτησης εξουσιοδότησης μετάδοσης από το ραδιόφωνο της Δημόσιας Υπηρεσίας Ραδιοφώνου France International. Εύχεται ο φάκελλος αυτός να εξεταστεί σύντομα από τις ελληνικές αρμόδιες υπηρεσίες.

Η ελληνική πλευρά συστήνει στις αρμόδιες οπτικοακουστικές υπηρεσίες να επισπεύσουν τις απαραίτητες διαδικασίες για την απόκτηση της αιτούμενης εξουσιοδότησης.

Β. ΤΗΛΕΟΡΑΣΗ

Άρθρο 37ο

Η γαλλική πλευρά είναι ευχαριστημένη με την πειραματική μετάδοση του TV5 στην Ελλάδα από την δημόσια ελληνική υπηρεσία. Είναι όμως δυσαρεστημένη γιατί αυτή η μετάδοση διακόπηκε σε ορισμένες περιοχές (π.χ. Ρόδος).

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες, που ανήκουν με τις εθνικές εταιρείες τηλεόρασης τους στο Ιδρυτικό Groupe της ευρωπαϊκής τηλεόρασης EURONEWS. Η γαλλική πλευρά θα στηρίξει σε αυτό το πολύπλευρο πλαίσιο, κάθε μέτρο, που θα επιτρέψει τη μετάδοση πληροφοριών, που προέρχονται από την Ελλάδα. Οι δύο πλευρές διαπιστώνουν την εγκαθίδρυση του ευρωπαικού καναλιού, αλλά η γαλλική πλευρά λυπάται για την έλλειψη μετάδοσης στα γαλλικά.

Η ελληνική πλευρά σημειώνει τα παραπάνω και θα διαθέσει τις πληροφορίες στους αρμόδιους.

Τέλος, η γαλλική πλευρά προτρέπει τους diffuseurs και τους παραγωγούς να συνάψουν άμεσες σχέσεις, που θα αποβλέπουν στην ευρύτερη ανταλλαγή προγραμμάτων συμπαραγωγής.

Η ελληνική πλευρά επιθυμεί τη χορήγηση 4 ετήσιων υποτροφιών από τη γαλλική πλευρά για τεχνικούς, δημοσιογράφους, και στελεχών της ΕΡΤ, για να εξειδικευτούν στους αντίστοιχους χώρους των γαλλικών εθνικών οργανισμών. Επιθυμεί επίσης τη χορήγηση, από τη γαλλική πλευρά, 5 ετησίων υποτροφιών σε υπαλλήλους της ΕΡΤ, ώστε να μπορέσουν να εργαστούν για 3 μήνες στους αντίστοιχους οργανισμούς του γαλλικού ραδιοφώνου και της τηλεόρασης, για να επωφεληθούν από την πείρα των συναδέλφων τους.

Η γαλλική πλευρά σημειώνει τις επιθυμίες της ελληνικής πλευράς και δηλώνει, ότι θα ευνοήσει τις ανταλλαγές των ειδικών στο οπτικοακουστικά μέσα, μέσα στα όρια του δυνατού και ανάλογα με τους τρόπους. (π.χ. Stages).

Γ. ΔΗΜΟΣΙΟΓΡΑΦΙΑ ΚΑΙ ΤΥΠΟΣ

Άρθρο 38ο

Οι δύο πλευρές είναι ευχαριστημένες για την εξαιρετική συνεργασία τους. Προτείνουν να συνεχιστούν οι ανταλλαγές εμπειριών και οι πράξεις εκπαίδευσης σε αυτό το χώρο.

VII – ΝΕΟΛΑΙΑ ΚΑΙ ΑΘΛΗΤΙΣΜΟΣ

Άρθρο 39ο

Οι δύο πλευρές υποστηρίζουν τη σημασία της συνεργασίας και των ανταλλαγών στους χώρους της νεολαίας και των sports.

Είναι ευχαριστημένες με τον κοινό προγραμματισμό εργασίας, που πραγματοποιείται με την ευκαιρία των υποεπιτροπών, των οποίων η τελευταία συνάντηση έγινε στην Αθήνα από τις 13 έως τις 15 Ιανουαρίου 1992 για τα έτη 1992 έως 1993.

Υπογραμμίζουν, ότι στο αθλητικό χώρο, 6 επιχειρήσεις πραγματοποιήθηκαν από το 1992 και μέσα σ' αυτό το χώρο των ανταλλαγών των νέων, έγιναν 6 συναντήσεις.

Το 1993, στο χώρο της νεολαίας, δόθηκε ιδιαίτερη έμφαση:

– στις πολιτιστικές εκδηλώσεις των νέων, στο χώρο του θεάτρου με την ευκαιρία μίας ευρωπαϊκής συνάντησης, που θα γίνει στην Avignon, από τις 12 έως τις 19 Ιουλίου.

Εξάλλου, έγιναν 8 προσκλήσεις νέων φοιτητών στην Avigon, για την αποκάλυψη του Φεστιβάλ και των δραστηριοτήτων του εργαστηρίου – θεάτρου.

Για τα επόμενα χρόνια, οι δύο πλευρές πρέπει να προσπαθήσουν:

– για την εκπαίδευση αθλητικών στελεχών και την έρευνα (ιατρική αθλητισμού – έλεγχος antidopage) και να απευθυνθούν στα ανώτερα Ιδρύματα και στις σχετικές Αθλητικές Ομοσπονδίες, για ένα ορισμένο αριθμό αγωγών.

– στην ανταλλαγή ειδικών, στο χώρο της κοινωνικής πρόβλεψης την κοινωνική και επαγγελματική ένταξη των νέων, που βρίσκονται σε δυσκολία

Οι ανταλλαγές των νέων, μεταξύ των συλλόγων, πρέπει να ενθαρρυνθούν μέσα στα πλαίσια του δυνατού, κυρίως των εγγεγραμμένων σε ενώσεις των πόλεων.

ΙΧ ΔΙΑΦΟΡΑ

Α. ΠΟΛΙΤΙΣΤΙΚΗ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΩΝ ΟΜΑΔΩΝ

Άρθρο 40ο

Οι δύο πλευρές ενθαρρύνουν την πολιτιστική συνεργασία μεταξύ των περιφερειών και των δήμων της Γαλλίας και της Ελλάδας.

Είναι ευχαριστημένες για τις στενές σχέσεις, που έχουν δημιουργηθεί, προς όφελος των ενώσεων των πόλεων, μεταξύ Αγίας Παρασκευής και St-Brieuc, Καλλιθέας και Sartrouville. Διαπιστώνουν ότι 13 πόλεις στην Ελλάδα επιθυμούν να έρθουν σε επαφή μαζί με τις γαλλικές πόλεις.

Η γαλλική πλευρά ζητά από την ελληνική, να υποστηρίξει το σχέδιο της πόλης της Marseille ώστε να γίνει το 1994 η έκθεση του Θησαυρού του Φιλίππου του 2ου της Μακεδονίας στα πλαίσια της συνεργασίας μεταξύ της Μακεδονίας και της Θεσσαλονίκης. Η ελληνική πλευρά σημειώνει την αίτηση της γαλλικής πλευράς και τη μεταφέρει στους αρμόδιους.

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρο 41ο

Οι δύο πλευρές συμφωνούν στο ότι οι γενικές διατάξεις (οι διοικητικές και οι οικονομικές) θα συναφθούν αργότερα διαμέσου της διπλωματικής οδού.

Η 12η συνεδρίαση της μικτής επιτροπής θα γίνει στο Παρίσι, σε ημερομηνία που θα προσδιορισθεί μέσω διπλωματικής οδού.

Έγινε στην Αθήνα, στις 12 Μαΐου 1993 στα γαλλικά σε δύο αντίγραφα.

Υπογραφές

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας	Για την Κυβέρνηση της Γαλλικής Δημοκρατίας
Ο Πρεσβευτής Γεώργιος ΧΕΛΜΗΣ Διευθυντής των Πολιτιστικών Υποθέσων στο Ελληνικό Υπουργείο Εξωτερικών	Jean CADET Πρεσβευτής της της Γαλλίας στην Ελλάδα

ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Υπουργείο Εξωτερικών: Πρεσβευτής Γεώργιος ΧΕΛΜΗΣ, Διευθυντής του Τμήματος των Μορφωτικών Υποθέσεων, Προϊστάμενος της Επιτροπής

Κατερίνα ΠΟΛΥΖΟΪΔΟΥ, 1η γραμματέας της Πρεσβείας, Τμήμα Μορφωτικών Υποθέσεων

Ίδρυμα ελληνικού Πολιτισμού, Ιωάννης ΒΛΑΧΟΣ

Υπουργείο Εθνικής Παιδείας: Μερόπη ΠΑΡΒΕΡΗ, Διεύθυνση των Διεθνών Παιδαγωγικών Υποθέσεων

Μελπομένη ΣΓΚΑΡΤΣΟΥ, Διεύθυνση των Διεθνών Παιδαγωγικών Υποθέσεων

Ροξάνη ΕΛΕΥΘΕΡΙΑΔΟΥ, Διεύθυνση Πανεπιστημιακών Σπουδών

Ροη ΧΟΥΡΔΑΚΗ, Τμήμα διαπανεπιστημιακών σχέσεων

Γεώργιος ΜΑΥΡΟΙΔΗΣ, Καθηγητής Πανεπιστημίου Κρήτης

Υπουργείο Παιδείας: Σπύρος ΡΕΠΟΥΛΗΣ, Διευθυντής του Τμήματος Πολιτιστικών Σχέσεων

Δήμητρα ΑΡΓΥΡΟΥ, Τμήμα Μορφωτικών Υποθέσεων

Γενική Γραμματεία Τύπου: Πόπη ΚΑΛΦΟΠΟΥΛΟΥ

Γενική Γραμματεία της Νεολαίας, Λάγα ΓΙΩΡΓΗ

Γενική Γραμματεία Αθλητισμού: Ελένη ΤΕΡΙΖΟΠΟΥΛΟΥ, Rosemary ΝΙΚΟΛΑΚΟΠΟΥΛΟΥ, Ροντογιάννης (Ε.Κ.Α.Ε.)

Γενική Γραμματεία για την Έρευνα και την Τεχνολογία: Τμήμα Διμερών Σχέσεων, Νίκος ΚΩΝΣΤΑΝΤΟΠΟΥΛΟΣ, Στέλλα ΚΑΤΣΑΡΟΥ.

ΔΙΚΑΤΣΑ: Κ. Εμμανουήλ ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΙΔΗΣ, Πρόεδρος, Ι. Ευσταθίου – Βότση

Γραμματέας της Επιτροπής, Κατερίνα ΦΟΥΔΟΥΛΑΚΗ

ΓΑΛΛΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Υπουργείο Εξωτερικών: Jean CADET, Πρεσβευτής της Γαλλίας στην Ελλάδα, Προϊστάμενος της γαλλικής Επιτροπής

Philippe ZELLER, Διευθυντής Επιστημονικής και Τεχνικής Συνεργασίας στη Γενική Διεύθυνση των Πολιτιστικών Επιστημονικών και Τεχνικών Σχέσεων

Hervé BOLOT, Υποδιευθυντής της νότιας Ευρώπης στην Διεύθυνση της Ευρώπης του Υπουργείου Εξωτερικών

Alain FOHR, Αναπλ. υποδιευθυντής των Πολιτιστικών Ιδρυμάτων στη Διεύθυνση Ταυτοτήτων και Πολιτιστικών Ανταλλαγών (D.G.R.C.S.T.)

Chantal ALORGE, Αναπλ. Γραμματέας των Εξωτερικών Υποθέσεων – Γεωγραφική Συνεργασία

Υπουργείο ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ: Christiane LAFON, Υπεύθυνη της αποστολής στη Διεύθυνση των Γενικών Υποθέσεων, των Διεθνών και της Συνεργασίας (D.A.G.I.C.)

Υπουργείο Πολιτισμού: Denis ROCHE, Υπεύθυνος της αποστολής στο Τμήμα Διεθνών Σχέσεων του Υπουργείου Πολιτισμού και των Γαλλόφωνων

Πρεσβεία της Γαλλίας στην Ελλάδα (Πολιτικό Τμήμα), Philippe BASTELICA 1ος Σύμβουλος

Πρεσβεία της Γαλλίας στην Ελλάδα (Πολιτιστικές και Επιστημονικές Υπηρεσίες): Michel GUERIN, Μορφωτικός Σύμβουλος

Pierre DUCROS, Επιστημονικός Σύμβουλος

Marie – Hélène ESTEVE, Μορφωτικός Ακόλουθος, Αναπλ. Διευθύντρια του Γαλλικού Ινστιτούτου Αθηνών

Bernard LAJOT, Μορφωτικός Ακόλουθος

Alain VAUJANY, Γενικός Γραμματέας του Μορφωτικού Τμήματος

Jean – Marc BENEDETTI, Διευθυντής του Γραφείου Γλωσσολογικής και Παιδαγωγικής Συνεργασίας

Κατερίνα ΒΕΛΙΣΑΡΗ, Διευθύντρια του Κέντρου Λογοτεχνικής Μετάφρασης (IFA)

Yannick SAVIDAN, Υπεύθυνος του Γραφείου Νεότητας και Αθλητισμού

Nicole PENAUD, Διευθυντής του γαλλο-ελληνικού Λυκείου

Marianne FIELD, Επιθεωρητής Εθνικής Παιδείας

Jean – François QUESTIN, Ακόλουθος Γλωσσολογίας, υπεύθυνος οπτικοακουστικών

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ